

**« LE NOUVEAU MONDE EST-IL SI NOUVEAU ? - L'AMÉRIQUE ET
NOUS »**

Sommaire

Introduction

par Marie-Françoise Bechtel,
Présidente de la Fondation Res Publica. 7

« *Comment et jusqu'à quel point la société américaine a-t-elle changé ?* »

par Yascha Mounk,
Politologue, professeur à l'université Johns Hopkins et fondateur du magazine *Persuasion*, auteur, notamment, de *Le Peuple contre la démocratie* (Éditions de l'Observatoire, 2018) et *Le Piège de l'identité* (Éditions de l'Observatoire, 2023) 10

« *Un monde nouveau, un choc pour l'Europe* »

par Hubert Védrine,
Ancien ministre des Affaires étrangères, ancien secrétaire général de la Présidence de la République, président de HV Conseil, auteur, récemment, de *Une Vision du Monde* (Bouquins, 2022) et *Nouveau dictionnaire amoureux de la géopolitique* (Plon, 2025)..... 18

« *La nouvelle posture économique des États-Unis, quels défis pour l'Europe ?* »

par Louis Gallois,
Ancien dirigeant de la SNCF et d'Airbus, co-président de la Fabrique de l'industrie 30

Débat 38

Chers amis,
Messieurs les intervenants,
Monsieur le président fondateur,

Nous avons plaisir à vous voir si nombreux pour ce colloque de rentrée de la Fondation Res Publica.

Le Nouveau Monde est-il si nouveau ?

Alors que l'idée – j'allais dire presque la nécessité – de consacrer un colloque à l'étape qui marque aujourd'hui le présent et l'avenir des États-Unis, ce titre, soufflé par Louis Gallois, nous a semblé s'imposer.

Je parlais d'un colloque nécessaire. C'est qu'à chaque étape correspondant à un nouveau mandat de président des États-Unis, nous lui consacrons toujours un colloque. Hubert Védrine nous avait déjà ainsi fait l'honneur d'intervenir en novembre 2021 et l'avait fait aussi lors de l'arrivée au pouvoir de Barack Obama. Le colloque de 2021 (mandat de Biden) s'intitulait d'ailleurs « Crise de la démocratie et avenir du « *leadership* » américain »¹, ce qui n'était pas si mal posé, me semble-t-il, comme intitulé.

Alors le Nouveau monde est-il si nouveau ? Pourquoi cet intitulé ? Il y a d'abord un constat évident : c'est que ne dominent plus du tout aujourd'hui ni l'entraînante ouverture de la symphonie éponyme ni, et moins encore, le mouvement de l'apaisante suite orchestrale qui marquent cette émergence d'un univers neuf, dépassant les vieilles querelles de l'ancien monde, religieuses, sociales, voire ethniques (si l'on pense à l'Irlande).

Où en sommes-nous donc ? La nouvelle et fracassante entrée sur la scène de Donald Trump, si elle revêt incontestablement un style inattendu – c'est le moins que l'on puisse dire – témoigne-t-elle de changements profonds dans la société américaine que nous n'aurions pas su lire ? Pas plus d'ailleurs en Europe que chez les démocrates américains censés être culturellement plus proches de nous.

¹ Colloque organisé par la Fondation Res Publica le 9 mars 2021.

Première interrogation et première intervention dans ce colloque. Comment et jusqu'à quel point la société américaine a-t-elle changé au point de sembler se fracturer à un tel degré ?

Question seconde : que ne voyons-nous pas, que ne savons-nous voir – ou ne savons-nous plus voir – dans ce qui arrive aujourd'hui en Amérique...ou peut-être faut-il dire « à » l'Amérique ? C'est là, me semble-t-il, le substrat de toute interrogation incluant bien sûr celle portant sur l'Amérique dans sa relation avec nous Européens. Si nous ne faisons pas l'effort de comprendre ce qu'est vraiment aujourd'hui la première puissance du monde comment appréhenderions-nous correctement ce qu'il y a de rationnel sous le réel ? Et par rationnel j'entends bien sûr la rationalité au sens historique du terme, bien éloignée de celle du logicien. Un *ratio* historique, est-il besoin de le dire, bien éloignée de la pensée déconcertée qui marque une partie dominante des médias incluant, à l'heure des plateaux télé, celle de maints chercheurs et prescripteurs de pensée en tous genres. Il faut aller plus sérieusement au fond des choses et c'est ce dont nous bénéficierons dans un instant avec l'intervention de Yascha Mounk.

L'interrogation suivante sera l'objet de la deuxième intervention, celle d'Hubert Védrine : quel regard porter sur les grands choix de politique internationale qui sont ceux de Donald Trump et de son équipe ? On reste parfois étourdi devant le côté disruptif de nombre de positions : on songe à Panama ou au Groenland par exemple qui masquent peut-être certaines continuités ; on songe cette fois encore à l'obsession de la concurrence chinoise, à la mainmise non sans dédain sur l'Europe, attitudes auxquelles il convient d'ajouter les pas de danse avec Vladimir Poutine, un en avant et un en arrière. Et aujourd'hui, comment ne pas penser au soutien sans bornes ni mesure de la folle dérive du gouvernement israélien, non seulement dans les éléments tendant à une destruction consciente et organisée de la Palestine contre toutes les décisions du droit international, mais aussi dans la déstabilisation plus générale du Moyen-Orient, de l'Iran au Qatar ?

Enfin même si l'Europe n'est pas au centre des préoccupations américaines, mais cela remonte à loin dans le temps (Hubert Védrine le disait déjà à l'époque du mandat Obama), comment ne nous interrogerions-nous pas pour finir sur le défi qu'un lien transatlantique de subordination acceptée, voire intégrée, ingérée, allais-je presque dire, fait peser sur nous ? Et comment ne pas appeler de nos vœux les moyens d'en sortir ? Il reviendra ainsi au troisième intervenant - tout le monde aura reconnu Louis Gallois - la lourde tâche d'analyser l'état actuel de la

dépendance européenne en matière économique et peut-être monétaire ainsi que les choix et alternatives que pourrait, que devrait appeler un sursaut. Mais en fonction de quels choix communs ? De quelles contraintes pouvant créer une solidarité ? De quelles ruptures désirables à défaut d'être à l'agenda des États européens ?

Je vais donc me tourner pour commencer vers Yascha Mounk, politologue, professeur à l'université Johns Hopkins et fondateur du magazine *Persuasion*, auteur, notamment, de *Le Peuple contre la démocratie* (Éditions de l'Observatoire, 2018) et *Le Piège de l'identité* (Éditions de l'Observatoire, 2023).

Vous avez proposé, Yascha Mounk, une vision plutôt disruptive de ce que l'on entend, de ce qu'on lit habituellement sur les modifications de la société américaine, incluant, me semble-t-il, les erreurs d'analyse de ceux qui se réclament d'abord et avant tout de la démocratie comme une sorte de concept planant tout seul, une sorte d'outil épistémologique qui est la seule mesure de toute chose. Le doute effleure parfois certains d'entre eux. Récemment un universitaire américain, Jack Rakove s'interrogeait dans les colonnes du *Monde* sur la faillite des contrepois du système américain, les fameux *checks and balances*, comme nous l'avons de longue date appris. Pourquoi cette faillite ? Il soulignait le manque d'une explication cohérente de ce qui, à ses yeux, a fait tomber le système américain dans l'ornière et le besoin d'une mise en perspective historique.

Mais si nous nous tournons vers vous, c'est que votre pensée nous semble dégagée des *a priori* d'une idéologie prescriptive qui marque assez largement le réel.

Nous vous écoutons donc.

Comment et jusqu'à quel point la société américaine a-t-elle changé ?

Merci beaucoup. C'est pour moi un honneur d'être parmi vous ici ce soir.

Je crois en effet que la grande question que la France et l'Europe ont à se poser c'est comment comprendre les changements advenus aux États-Unis dans les dernières années et comment réagir à cela, comment aller du choc engendré par ces changements à une stratégie à adopter face à ce bouleversement par ce pays et ce continent, comment passer assez vite de l'analyse à l'action.

Il est très clair que les États-Unis ont profondément changé pendant les dix ou quinze dernières années. Beaucoup de certitudes particulièrement importantes du point de vue européen sont aujourd'hui profondément remises en cause.

La première est la vision des États-Unis comme le *leader* du monde libre qui va s'engager pour la sécurité du continent européen, protégeant par exemple les pays de l'Ouest de l'Europe contre l'agression menée par la Russie.

La deuxième est la certitude que dans vingt, cinquante ou cent ans, les États-Unis seront encore une démocratie. Si les Français se plaisent à se présenter comme la première démocratie du monde, les États-Unis ont quand même connu une révolution démocratique treize ans avant la France, et ont été pendant très longtemps la démocratie la plus puissante, la plus peuplée du monde, qui, d'une certaine façon, a ancré la domination du système démocratique dans le monde.

Aujourd'hui ces certitudes sont mises en doute. Cela a beaucoup à voir avec l'ascension de Donald Trump qui rejette profondément les ambitions démocratiques américaines. On l'a vu pendant son premier mandat quand il avait la volonté de s'opposer à ce système sans peut-être avoir la capacité de le faire. En effet, quand il a été élu en 2016 il disait lui-même qu'il ne connaissait presque pas Washington, D.C. qu'il n'y avait presque pas de partisans. Il avait conquis le Parti républicain mais celui-ci restait dans sa substance assez hostile à ses idées. En 2017, une des choses les plus faciles pour un journaliste était de trouver un sénateur ou un député républicain qui, en *background* et anonymement, lui confiait pourquoi Donald Trump était dangereux et pourquoi il fallait se débarrasser de lui.

Mais cela a changé entre temps. Aujourd'hui Donald Trump a quatre, voire cinq, ans d'expérience en tant que Président des États-Unis. Il a rassemblé une équipe qui est sur sa ligne idéologique. Il a maintenant une infrastructure qui pousse en avant l'agenda de son deuxième mandat et il a un plan d'action spécifique. Le Parti républicain a aussi beaucoup changé. Les députés, et même les sénateurs, ne sont plus les mêmes. Ce sont aujourd'hui en majorité des gens qui, depuis 2016, se sont fait élire dans les primaires républicaines souvent en se disant plus trumpistes que Donald Trump lui-même. Il a donc la volonté et la capacité de changer ce système de manière beaucoup plus profonde. On le voit dans les derniers jours avec, pour donner quelques exemples, le fait qu'il a licencié des analystes économiques dans l'appareil administratif dont on a besoin pour avoir des informations fiables sur l'économie américaine. Il a licencié des procureurs qui selon lui n'étaient pas suffisamment prêts à poursuivre ses ennemis politiques. Il a même publié une note assez bizarre – qui était peut-être censée être privée – enjoignant à Pam Bondi (ministre de la Justice) de poursuivre ses ennemis politiques de manière plus énergique.

Cela ne veut pas dire que la démocratie américaine est morte et je dois dire que la presse européenne donne parfois une image trop simpliste de l'Amérique.

Contrairement à d'autres démocraties dans le monde les États-Unis ont des avantages structurels qui peuvent protéger leurs institutions.

D'abord le fédéralisme profond des États-Unis fait que beaucoup de gouverneurs démocrates dans des États comme la Californie, New York, la Pennsylvanie, l'Illinois, peuvent s'opposer au gouvernement de Donald Trump.

Deuxièmement c'est une démocratie très riche dans laquelle beaucoup de fondations, beaucoup d'organisations de la société civile, ne dépendant pas directement du financement de l'État, peuvent, elles aussi, s'opposer à son agenda. La presse est quand même assez libre, le *New York Times* est une filiale de la [*New York Times Company*](#), société cotée en bourse financée par les abonnements de millions de lecteurs et n'est donc pas directement objet de la pression publique comme l'étaient la plupart des journaux et magazines dans une ville comme Budapest par exemple.

Troisièmement beaucoup de points sont soumis à veto dans le système politique américain. Un projet de loi doit obtenir la majorité absolue à la chambre des Représentants et 60 % des voix des sénateurs. Il doit être signé par le Président et

approuvé par la Cour suprême qui veille au respect de la Constitution. Selon moi, l'indépendance des juges perdure. Il y a maintenant à la Cour suprême une majorité de juges très conservateurs qui suivent plus ou moins les idées des organisations de conservateurs américains comme la *Federalist Society*. On peut souvent n'être pas d'accord avec leur jugement mais il y a une grande différence entre ce conservatisme plutôt traditionnel en Amérique et les mouvements MAGA. L'administration américaine a quand même perdu la grande majorité des procès l'opposant à d'autres acteurs pendant les huit ou neuf derniers mois.

Ce qu'on voit maintenant c'est une vraie bataille pour la démocratie américaine. On est dans une situation extrêmement sérieuse dans laquelle l'administration veut dépasser les limites de son pouvoir d'une manière que jamais vue en Amérique, en tout cas pas depuis R. B. Hayes (1877-1881), voire depuis Andrew Jackson (1829-1837). Mais il y a aussi des défenses structurelles qui peuvent empêcher Donald Trump de faire ce qu'il veut. Dans les autres démocraties où des populistes, démagogues élus par le peuple se sont introduits dans les institutions on a vu que la durée de leur passage au gouvernement a fait toute la différence. Même au Venezuela, une démocratie imparfaite mais réelle à la fin des années 1990, devenue clairement une dictature depuis, la destruction des institutions démocratiques a pris quinze ou vingt ans Et ce sont les victoires successives de Chavez lors d'élections un peu truquées mais plutôt libres qui lui ont finalement permis de détruire complètement le système démocratique.

Les Démocrates seront-ils capables de gagner les élections – certainement libres – qui vont se dérouler dans les *Midterms* de l'année prochaine et les élections présidentielles de 2028 ?

Le Parti démocrate est dans un état pitoyable : il s'est éloigné des valeurs, des points de vue de la majorité de la population américaine sur beaucoup de points. Les Démocrates n'ont pas produit un candidat charismatique et sérieux depuis le départ de la scène politique – à cause des limites des mandats américains – de Barack Obama. Je crains que Trump ne domine les institutions et qu'il puisse le faire pendant longtemps. En effet, comme Hugo Chávez au Venezuela, comme Viktor Orbán en Hongrie, il sera peut-être capable de remporter de nouvelles élections parce que, même s'il n'est pas populaire, il est moins impopulaire que ses opposants.

Deuxième point, Donald Trump est entouré par une équipe profondément sceptique sur les responsabilités traditionnelles des États-Unis. C'est lié à l'idéologie, à la mentalité personnelle de Donald Trump. Dans son livre *The Art of the Deal* traitant de la manière de faire des affaires (qui n'est pas la manière française), il écrit que dans toute négociation il y a un perdant et un gagnant, comme au poker : si les Européens, les Japonais et les autres alliés de l'Amérique sont satisfaits de cette alliance, la seule explication doit être que l'Amérique est le joueur stupide qui n'a pas réalisé que ses partenaires sont en train de gagner tandis qu'il est en train de perdre. C'est une conception du monde à somme nulle.

La deuxième pensée fondamentale de Donald Trump est que le monde est divisé en sphères d'influence. Cela éclaire ce qui pourrait paraître difficile à comprendre : pourquoi Donald Trump ne veut pas s'engager pour la défense de l'Ukraine contre l'agression russe, ne veut pas s'engager pour maintenir le statut ambigu de Taïwan... tout en disant que peut-être l'Amérique devrait faire du Groenland une partie de son territoire et reprendre le canal de Panama. L'idée des sphères d'influence explique ce qui, *a priori*, est difficile à comprendre : dans un cas il est plutôt isolationniste et dans l'autre il envisage des agressions américaines. Si Donald Trump considère que l'Ukraine appartient à la sphère d'influence de la Russie, Taïwan à la sphère d'influence de la Chine, laissons-les faire ce qu'ils veulent. Mais le Groenland, Panama, l'Europe de l'Ouest, l'Amérique du Nord et centrale, tout cela constitue la sphère d'influence américaine.

Nous, Européens, devons prendre conscience que la situation de notre continent a profondément changé. Comme l'ont peu à peu reconnu les différents hommes d'État européens nous ne pouvons plus déléguer notre futur et notre sécurité aux États-Unis. Il devient nécessaire de savoir se défendre, par exemple contre l'agression russe à laquelle on assiste en Ukraine.

En même temps que – lentement – les élites européennes commencent à comprendre cette vérité, la majorité d'entre elles se demandent ce qui serait nécessaire pour s'assurer de ce futur. Assurer une défense militaire sur le long terme n'est pas possible quand on n'est pas fort sur le plan économique. Il n'est pas envisageable que, dans quinze ou trente ans, l'Europe soit autonome sur le plan stratégique si nous n'avons pas sur notre continent l'industrie de l'IA, des voitures électroniques et autres industries du futur sérieuses. Il n'est pas vrai que l'Europe puisse devenir une superpuissance en régulation grâce au *Brussels Effect*

(l'effet de Bruxelles) si les entreprises, les industries, que l'Union européenne veut régler n'existent pas en Europe ! D'ailleurs, en tant qu'europpéen, je trouve un peu triste de limiter notre ambition à édicter des régulations plutôt qu'à contribuer aux industries du futur.

Comme nous l'avons vu lors des traités avec l'Amérique sur le libre marché, une superpuissance qui n'a qu'une dimension ne peut pas traiter à égalité avec les autres puissances mondiales. Peut-être, pour le moment, l'économie européenne est-elle plus ou moins au même rang que l'économie américaine. Peut-être, dans des négociations sur le libre marché, cela devrait-il nous donner un certain poids. Mais si, sur les autres dimensions nécessaires à une grande puissance comme le militaire et la sécurité, nous avons besoin des États-Unis, ils peuvent nous imposer leurs règles. C'est pour cette raison que nous avons perdu ces négociations qu'Ursula von der Leyen a conclues il y a quelques mois avec les États-Unis. Ce n'est pas à cause du manque de poids économique : c'est parce que notre manque de puissance dans d'autres dimensions du pouvoir permet aux États-Unis de nous dire quelles règles nous devons suivre.

Je crois que le public européen est en train de se mentir en pensant que nous pouvons maintenir indéfiniment le *statu quo*, que nous pouvons continuer à prendre notre retraite à 62 ans, que nous pouvons dépenser un peu plus d'argent pour le militaire sans changer notre structure industrielle, que nous pouvons accepter des prix de l'énergie qui tuent lentement l'industrie européenne – allemande notamment –, quand NVIDIA, une compagnie américaine, a une valeur à la bourse supérieure à celle de toute l'économie allemande, toute la bourse allemande et toute la bourse française !

Nous nous trouvons maintenant à un moment où la belle devise d'un de mes romans préférés, *Le Guépard*, est d'actualité. En Europe, si on veut sauvegarder nos valeurs, si on veut sauvegarder notre État-providence, si on veut garder tout ce qui est important pour nous, il faut tout changer.

Merci.

Merci beaucoup.

Je crois comprendre de ce que vous dites qu'au fond votre diagnostic sur l'état actuel de la société américaine n'est pas celui d'un changement radical. Vous avez noté tout ce qui fait que l'Amérique résiste en elle-même et pour elle-même à raison de ce qu'elle était, sans évoquer toutefois les évolutions sociologiques. On parle souvent pourtant de l'entrée en scène des cols bleus, de l'inconscience des démocrates, pendant de longues années, sur la manière dont une partie de la population américaine ressentait et vivait son déclassement, la façon dont les latinos eux-mêmes sont entrés, en votant pour Trump, dans ce même état d'esprit. Vous semblez dire au fond, si je vous ai bien compris, que les remparts institutionnels sont finalement encore suffisants.

YASCHA MOUNK

Je ne sais pas s'ils sont suffisants. Je crois que nous sommes en train de vivre une expérience intéressante. L'objectif des institutions américaines, mais aussi de toutes les institutions démocratiques (porté par les pères fondateurs des États-Unis mais aussi par le philosophe Emmanuel Kant), est d'avoir des institutions qui soient assez fortes pour que même, disait Kant, si « une race de diables » assaillait ces institutions, elles tiendraient quand même. Aujourd'hui, ce n'est pas une « race de diables » qui est au pouvoir mais un président qui a un petit côté diabolique. Nous allons voir si les institutions sont assez stables pour résister, au moins le temps d'un mandat. C'est trop tôt pour le savoir.

Je voulais dire que, malgré les parallèles entre le populisme autoritaire de Donald Trump et les populismes autoritaires de Viktor Orbán en Hongrie, de Viktor Chavez au Venezuela, etc. il y a des raisons de penser que l'Amérique peut résister de manière plus profonde pour plus longtemps. Mais cela ne veut pas dire qu'elle va résister éternellement. Selon moi, si les Démocrates gagnent les élections de *Midterm* en 2026 et les élections présidentielles en 2028, cette période entrera dans les livres d'histoire américaine comme une période très triste, assez embarrassante, mais pas comme une période qui a changé profondément l'histoire américaine. Si, par contre, Donald Trump peut choisir le

prochain président. Si un J.D. Vance ou un Donald Trump junior est élu président pour les prochaines quatre (ou huit) années, je commence à avoir vraiment peur.

Deux mots sur les changements sociologiques.

D'abord l'élite américaine – mais on pourrait dire la même chose de l'élite française ou allemande – devrait se regarder dans le miroir. En effet, la population est profondément déçue par nos institutions et notre gouvernance. Aux États-Unis, sous beaucoup d'aspects, les institutions se sont autodétruites. Et si tant de gens sont capables de voter pour quelqu'un comme Donald Trump ce n'est pas que la majorité des Américains sont devenus extrémistes ou fous, c'est qu'ils ont un dédain profond pour leurs institutions et parce que les erreurs commises dans les dix ou vingt dernières années justifient pleinement cette colère.

Deuxièmement il y a un peu l'idée, qui expliquait jusqu'à un certain point l'élection de 2016, que l'électeur de Donald Trump est le vieil homme blanc plutôt pauvre qui, en ce qu'il est nostalgique du passé, a peur du futur. Il est vrai qu'en 2016 Donald Trump a fait un score extrêmement fort parmi, notamment, les Américains blancs plus pauvres, plus âgés, tandis qu'Hillary Clinton avait gagné des voix dans les autres groupes sociaux.

Mais cela a beaucoup changé pendant les huit dernières années où ce sont les Démocrates qui ont progressé dans l'électorat blanc plutôt bien diplômé tandis que les Républicains progressaient fortement dans les minorités : les Américains noirs, les Américains d'origine asiatique et en particulier les Américains originaires d'Amérique latine. Ils ont aussi très fortement progressé chez les jeunes. Ces catégories d'électeurs ne sont pas nostalgiques du passé. Le passé des Afro-Américains était évidemment très violent. Les grands parents de beaucoup d'Hispaniques étaient paysans au Mexique ou au Guatemala. Leurs parents étaient des immigrés très pauvres qui faisaient des travaux très durs. Et eux, en fait, ont de l'ambition pour le futur. Certains sont allés à l'université, d'autres exercent des professions bien rémunérées. Ils avaient l'impression que Trump leur proposait une forme de populisme assez rationnel que Kamala Harris ne pouvait pas offrir. Les Démocrates parlent toujours du fait qu'ils vont augmenter le salaire minimum mais les Républicains disent que cela devrait être plus facile de fonder une petite société. Autre manière de parler à cet électorat. Maintenant, la manière dont Donald Trump gouverne n'aide pas le parti à construire cette coalition multiethnique de la classe ouvrière. Mais je crois que c'est le futur naturel pour le Parti républicain. Donc il faut faire très attention à ne pas dire : « Nous sommes

le futur, les trumpistes sont le passé. » C'est trop simple, si on n'y prend garde, ils seront le futur et nous le passé.

Dernier point. Nous nous demandions si l'Amérique avait changé. Mais l'Europe est aussi en train de changer. J'étais à Londres ces derniers jours. Dans les sondages, *Reform UK* de Nigel Farage, un parti de droite dure, progresse et si les sondages ne changent pas ils auront une majorité importante au Parlement après les prochaines élections. En quatre ans beaucoup peut changer. En France il est tout à fait imaginable que Mme Le Pen ou M. Bardella soit le prochain Président de la République. En Allemagne, l'AfD, parti d'une droite encore plus radicale, est en tête dans les sondages. Le G7 de 2029 pourrait voir Giorgia Meloni représenter l'Italie, Jordan Bardella représenter la France, Nigel Farage représenter l'Angleterre et Alexandria Ocasio-Cortez représenter les États-Unis. Nous aurons peut-être inversé la situation actuelle.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Vous nous exposez un tour diabolique.

Je retiens dans ce que vous dites que sous des apparences culturelles différentes, plus bariolées, plus agressives, peut-être, que ce que nous vivons ici, on retrouve ce clivage entre les élites d'un côté et le populisme de l'autre côté, récupéré par des partis politiques. Sur ce plan-là, d'une certaine manière, vous aplanissez le trumpisme en montrant que les traits culturels différents, spécifiques, qui frappent tellement l'ensemble de nos commentateurs ne sont pas une marque de spécificité si forte sur le plan du mouvement historique en lui-même.

Je me tourne maintenant vers Hubert Védrine qu'on ne présente plus. Je ne vais pas retracer sa carrière. Il sait quel honneur il fait à notre fondation en venant souvent s'exprimer chez nous et pas seulement sur la question de l'Amérique.

Dans votre intervention ici-même en 2021, vous aviez évoqué le décrochage des classes populaires, justement, qui ne touchait pas que les États-Unis. Mais vous citiez aussi George Washington disant : « Nous serons les législateurs du monde. »

Parmi les considérations que vous développiez il y avait également, comme en contrepartie, l'idée que l'Europe n'a pas « l'ADN de la puissance », une formule qui revient à plusieurs reprises dans vos écrits. Et si je remonte à votre

intervention ici même après l'élection de Barack Obama², il me semble qu'il y a des constantes dans votre pensée et votre analyse sur le sujet qui peut-être – vous nous le direz – nous engageaient déjà dans des voies qui ne sont pas trop communes sur cette question.

Qu'est-ce aujourd'hui que l'Amérique dans l'ordre international ? Retournons-nous à l'hyperpuissance confortée par l'écrasante supériorité en matière de haute technologie ? Hyperpuissance dont vous aviez vous-même lancé le concept. Ou faut-il plutôt voir dans l'ADN de Donald Trump en matière internationale la crainte exacerbée de la puissance chinoise qui conduirait un char qui semble chaotique mais qui serait en fait guidé par cette obsession ?

Je vous laisse la parole.

HUBERT VÉDRINE

Un monde nouveau, un choc pour l'Europe

Je suis content de retrouver Jean-Pierre Chevènement et ce groupe dans lequel je compte beaucoup d'amis qui ont pensé des choses justes, depuis longtemps, mais qui, hélas, n'ont jamais été mises en œuvre.

Il y a donc un côté un peu mélancolique dans ces retrouvailles.

Mes remarques sur les États-Unis.

Je crois que le changement est profond. Je sais bien qu'il y a eu des précédents. On peut rappeler Nixon pour les décisions monétaires. On peut rappeler que l'Amérique n'avait pas été convaincue par la France sur l'Irak : le beau discours de Dominique de Villepin n'avait eu aucun effet. On peut rappeler de nombreuses décisions unilatérales américaines. « Quand il y a un problème, nous essayons de le régler avec nos amis, nos alliés mais si ça ne marche pas c'est nous qui décidons ! », avait d'ailleurs répété Clinton. C'est l'Amérique...

Mais pour moi il y a un vrai changement.

² « *La politique extérieure des États-Unis après l'élection d'Obama* », séminaire organisé par la Fondation Res Publica autour d'Hubert Védrine, le mardi 7 avril 2009.

En résumé il faut oublier tout ce qui va de Roosevelt à Biden, donc toute notre vie...

Nous sommes face à l'Amérique du XIX^e siècle... plus l'Intelligence artificielle ! L'Amérique du XIX^e siècle ça veut dire un pays violent, agressif, hégémonique, unilatéraliste. Les exigences qui ressortent maintenant (Groenland, Panama, etc.) ne diffèrent pas tellement de la façon dont l'Amérique avait mis la main sur la Floride, acheté la Louisiane, « conquis » l'Ouest... en tuant les bisons pour éliminer les Indiens. N'oublions pas que les Américains n'ont jamais été isolationnistes, sauf sur l'Europe. Et George Washington ne voulait pas trancher entre Alexander Hamilton et Thomas Jefferson. Donc cette Amérique violente, hégémonique, unilatéraliste, mercantiliste, est tout le contraire de ce que nous avons vécu et dont beaucoup pensaient que c'était éternel. Je suggère donc, même si c'est difficile, d'intégrer le fait qu'on ne reviendra jamais à l'Amérique d'avant, ni même à l'Amérique d'après la fin de l'URSS, quand l'Occident pensait avoir « gagné ». Vous vous rappelez Fukuyama, « la fin de l'histoire » parce que « *on* a gagné » (« *on* », l'ensemble occidental). L'Occident reste une idée philosophique, une grande histoire, la chrétienté, etc. Mais qu'est-ce que l'Occident géopolitique aujourd'hui ? Celui qui a été créé par Roosevelt et Churchill ? On ne sait pas ce que c'est aujourd'hui.

Le changement est donc gigantesque pour nous. La plupart des autres peuples ou pays du monde n'avaient jamais vraiment cru à notre discours sur les valeurs, la communauté internationale, etc. Mais les Européens, eux, y croyaient. Après la fin de l'URSS, les Européens ont cru entrer dans la « communauté internationale » dans laquelle on avait moins besoin de travailler, où on était protégés par le haut et on allait rayonner dans le monde par les « valeurs »... Nous la France, « patrie des droits de l'homme », avons oublié Badinter qui disait : « La France n'est pas la patrie des droits de l'homme mais la patrie de la Déclaration des droits de l'homme. » Nous n'avons pas de baguette magique en fait. Les Européens ont vécu comme des « bisounours » dans une « époque *Jurassic Park* ». Toutes les élites centre gauche, centre droit, qui ont gouverné la France ont été sur cette ligne pendant des décennies, ne tenant aucun compte des demandes populaires de sécurité, de protection, considérant qu'elles étaient réactionnaires, que c'était du fascisme, du lepénisme, etc. Le gouffre était géant. Je suis très marqué par cet aspect parce que, Secrétaire général à l'époque de Maastricht,

j'avais vu que les slogans à l'ancienne sur l'Europe ne marchaient pas. Et finalement le référendum est passé à un point près !

Je crois que le changement est durable. Même si le trumpisme est obligé de se corriger Donald Trump va garder ses obsessions. Pour lui, il y a un protecteur et des protégés qui sont des parasites. Tous les pays alliés des États-Unis sont des parasites, tous les pays qui ont un excédent commercial sont des parasites. Cette guerre mercantiliste peut paraître caricaturale mais ce courant existait. Il y a eu un autrefois un « protectionnisme » américain, qui était d'ailleurs plus mercantiliste que protectionniste. Beaucoup de mes amis américains, en général démocrates, me disaient depuis longtemps que l'électorat populaire n'adhérait plus à une mondialisation qui profitait surtout à la Chine. Il critiquait les élites. En effet l'Amérique avait fait entrer la Chine dans l'OMC alors qu'elle ne remplissait aucun des critères. « On fait ce qu'on veut, on a gagné ! » disaient alors les gens de Clinton, ajoutant que cela aiderait les Chinois à s'enrichir et « donc »... à se démocratiser. C'était le discours de l'époque.

Depuis longtemps j'entends dire aussi que l'électorat populaire américain veut donner un coup d'arrêt au progressisme américain. Celui des campus, du politiquement correct, des mouvements devenus *woke*, puis la *cancel culture*, rejetée notamment par les latinos ou les jeunes noirs évangélistes. Cela des années avant que Donald Trump ne récupère tout cela.

Si je n'en ai pas déduit qu'il allait gagner, j'ai pensé bien avant son élection que ce n'était pas impossible ! Mais pour les Européens c'était *impensable*. D'ailleurs, dans mon *Nouveau dictionnaire amoureux*³, l'article *Trump* commence par « Impensable, mais vrai ». C'était impensable pour nous.

Les Démocrates peuvent-ils revenir ? Peut-être mais je ne crois pas qu'ils y parviennent sans retrouver un électorat populaire. Il faudrait pour cela qu'ils arrivent à changer de position sur la mondialisation et sur les « minorités ». Or le parti démocrate est vraiment tenu, pour le moment, par les plus radicaux de chacun des courants du wokisme le plus maximaliste. Toutefois j'ai noté que le gouverneur de Californie Newsom – candidat potentiel – a bougé sur le sujet le

³ Hubert Védrine, *Nouveau dictionnaire amoureux de la géopolitique*, Paris, Plon, 2025.

plus controversé, celui des transgenres⁴. Il me semble que le maire de San Francisco ferait de même. Et d'autres.

Mais même une victoire démocrate aux *Midterms* ne marquerait pas le retour à l'Amérique d'avant. Ce serait un Parti démocrate différent.

Aux présidentielles de 2027, je n'en sais rien. Ce peut être J.D. Vance qui est lui vraiment isolationniste (il a été Marine en Irak et en Afghanistan et en a conclu que tout cela ne servait à rien...). Ce peut aussi être Rubio... ou un démocrate... On verra.

En tout cas, pour moi, ce changement fondamental, énorme, nous invite à réétudier le XIX^e siècle, notamment les présidents que Donald Trump admire : Andrew Jackson, par exemple, qui avait déporté à l'Ouest du Mississippi tous les Indiens qui vivaient à l'Est... mais aussi James Monroe, William McKinley, le premier Roosevelt (Theodore Roosevelt), James K. Polk, qui avait mis la main sur toute la partie Nord du Mexique. Il y a peut-être des ressemblances. Aujourd'hui, pour les Américains, les Israéliens sont des Américains, les Palestiniens étant des Indiens en gros... Même si Donald Trump peut réserver des surprises.

Quid des Européens, nos amis bisounours ?

Je n'ai pas besoin de rappeler ici qu'après la guerre ce sont les Européens, y compris les Français bien sûr, qui ont supplié les Américains de les protéger. Ce n'était pas le fait d'un impérialisme américain. D'ailleurs le Sénat ne voulait pas, il a fallu que Harry S. Truman tranche. Donc il y a eu l'Alliance. Mais l'Alliance ne suffisait pas parce que Staline avançait ses pions en n'appliquant pas les engagements pré-Yalta où il n'y a eu aucun partage du monde, contrairement à la légende française. Les Européens ont sollicité une plus grande implication des Américains dans l'OTAN. Ces derniers ont accepté à condition de tout diriger. C'était l'époque où Eisenhower habitait Marne-La-Coquette, où il avait une charmante résidence, proche du quartier général de l'OTAN.

Je pense que la mentalité des Européens n'a jamais changé. Sinon ils auraient été gaullistes ! Ils auraient dit : « De Gaulle a raison, gardons l'Alliance mais faisons une OTAN européenne et donnons-nous les moyens de nous défendre. » Jamais ! Jamais ! Quand Emmanuel Macron a fait son premier discours à la

⁴ Le gouverneur de Californie, Gavin Newsom, candidat potentiel à la présidentielle démocrate en 2028, a utilisé l'épisode inaugural de son nouveau podcast pour rompre avec les progressistes en s'exprimant contre l'autorisation de femmes et de filles transgenres à rivaliser dans des sports féminins.

Sorbonne – très européiste – il n'a été soutenu par personne. On a pu se réjouir de la création de comités, de procédures, etc. Le résultat, c'est le sommet de l'OTAN où, en juin 2025, les Européens, terrorisés non pas par Vladimir Poutine mais par Donald Trump, ont pris l'engagement de consacrer 5 % de leur PIB pour la défense, ce qui est intenable pour les trois-quarts d'entre eux ! Mais il fallait calmer Donald Trump. Et le commentaire des Américains à l'époque a été que naturellement c'était pour acheter américain. D'ailleurs l'idée d'Emmanuel Macron, préconisant d'introduire la « préférence européenne », en pensant à l'industrie européenne, était bonne. Dans ce domaine il faudrait d'ailleurs un gigantesque plan pour rationaliser, fusionner, réorganiser, etc. À l'arrivée, il n'y a rien là-dessus dans le communiqué de l'OTAN, qui ne mentionne que la coopération transatlantique... Tout cela après 500 colloques sur la défense européenne ! C'est ça la vérité de l'Europe d'aujourd'hui.

Mais ce sommet de l'OTAN est passé inaperçu. Ce qui a choqué c'est Mme von der Leyen qui a dû assumer ce qui n'est pas un accord mais un diktat : les 15 % de taxes imposées par Donald Trump. La classe politique française s'est indignée. En Europe les autres étaient résignés à ce qu'ils voyaient comme un moindre mal. Le chancelier allemand a un peu hésité mais finalement il a dit à Emmanuel Macron trois jours avant : « S'ils nous embêtent sur la régulation du numérique, je serai avec toi. » Mais là on ne peut pas contrer ces 15 %. Il est donc injuste d'incriminer Mme von der Leyen... (même si on peut lui reprocher de se prendre pour la présidente de l'Europe alors qu'il n'y en a pas, de parler sur la défense alors qu'elle n'a aucune compétence juridique etc.). C'est le résultat des décennies d'irréalisme.

Il y a la question européenne et il y a la question française. La France est le seul pays au monde où une majorité de gens pensent qu'on peut gagner plus en travaillant moins. Même la Chine a reculé l'âge de la retraite. Mais c'est une parenthèse, on n'est pas là ce soir pour gémir sur la France.

Je ne crois pas à un sursaut européen immédiat. Ce n'est pas une question de traité. J'espère d'ailleurs qu'on ne va pas se lancer dans un nouveau traité. On n'arriverait jamais à se mettre d'accord et, si on y parvenait, il ne serait jamais ratifié... Il ne faut donc pas perdre dix ans de plus à un tel projet. Il faut prendre les institutions telles qu'elles sont, les faire fonctionner mieux, bâtir des coalitions par projet, ce qui est possible depuis les « coopérations renforcées », procédure

introduite dans un traité oublié que j'ai moi-même signé à Amsterdam en 1997 ! On peut donc faire avec quelques-uns des « coopérations renforcées »... sauf que la Commission les a empêchées parce qu'elle veut garder le contrôle. Donc je ne suis pas pour un nouveau traité. Je pense qu'il y a plutôt une question de mental chez les Européens. Veulent-ils vraiment devenir une puissance ? C'est hyper-dangereux, c'est cher, et je crains qu'il y ait un décrochage de civilisation.

Qu'est-ce qui peut déclencher ce choc mental chez les Européens ?

On pensait que ce serait l'invasion de l'Ukraine par Poutine mais cela a réveillé l'esprit de défense en l'Europe *dans l'Alliance* (je renvoie au sommet de l'OTAN).

Cela peut-il être Trump ? Mme Merkel a quand même dit (elle avait été épouvantée en voyant Trump pour la première fois) : « Nous ne pouvons plus compter sur eux, nous devons nous organiser entre nous. » Très bien... mais cette phrase n'est jamais revenue et est restée sans suite. Donc Trump menace. Il est expert en matière de chantage. Il peut mélanger tous les chantages (si vous me contrariez sur le commerce je retire les soldats).

Alors comment vont réagir les Européens ?

Je ne critique pas les dirigeants européens actuels car cette situation est le résultat des dix ou vingt années précédentes. Trump reviendra-t-il sur les 15 % pour les aggraver, pour détruire la capacité européenne de régulation des plates-formes. ? N'oubliez pas que si les oligarques se sont mis derrière lui – alors qu'ils le méprisaient il y a deux ans – c'est pour anéantir cette capacité européenne de réguler. Vous connaissez ces grands textes (dont beaucoup de Thierry Breton). La Commission a commencé à infliger des amendes – pas trop grosses – à Meta, Google, etc. qui amènent Donald Trump à nous menacer. Si Trump menace de passer à 45 % que va-t-il se passer ?

Selon les échos qui me parviennent de Bruxelles et de l'Élysée il y a quand même un sentiment général comme quoi trop c'est trop. Et on sent poindre un climat de « résistance » qui n'existait pas avant la réunion où Mme von der Leyen a encaissé les 15 %. C'est en tout cas ce que l'on entend... Mais en tout cas les Européens ont des choix terribles à faire dans les semaines qui viennent. Vont-ils résister à cela ? Ils ont résisté pour le moment à Donald Trump qui leur enjoignait d'appliquer à la Chine les mêmes droits de douane que l'Amérique décide de leur infliger. L'Europe a résisté, notamment parce que l'Allemagne sait qu'elle ne peut pas à la fois avoir perdu l'énergie russe, être confrontée à Donald Trump et se priver du marché chinois. Mais la Chine, en même temps, est en train de

développer des champions chinois dans tous les domaines. Nous sommes donc face à une déferlante chinoise encore plus destructrice dans tous les domaines que celle qui a suivi l'entrée dans l'OMC. Pour le moment l'Europe hésite un peu mais elle n'a pas capitulé complètement là-dessus. Comment gérer les 15 % de Donald Trump, peut-être aggravés, et contenir le déferlement chinois, tout en trouvant des accords dans certains domaines comme l'écologie-technologie avec la Chine ? En effet l'écologie n'a rien à voir avec ce que racontent les écologistes politiques en Europe. C'est une question de science et de technologies. Il pourrait y avoir des alliances concrètes et précises avec la Chine. Il faudrait que ce qu'on appelle l'Europe (mot valise), ait, pour décider, un cerveau de la trempe d'un Henry Kissinger pour que ça marche... ce qu'on n'a pas tout à fait.

Donc je ne suis pas négatif mais je ne crois pas à un sursaut immédiat.

- Je crois qu'il y a un cheminement pour l'Europe, pour gérer le trumpisme, l'après-trumpisme, la Chine, etc.
- Je crois qu'il faut travailler plus, peut-être mieux et mieux payé, mais en tout cas travailler plus.
- Je crois qu'il faut investir à fond dans l'avenir de la combinaison écologie/technologie.
- Et je crois que politiquement il faut régler la question migratoire qui pourrait absolument tout, et est exacerbée du fait qu'elle a été longtemps niée, depuis des décennies, par les partis de gouvernement. L'extrême-droite s'en est donc emparée. Mais cela n'existerait pas si on arrivait à une synthèse dans les années qui viennent entre ce que fait maintenant la gauche scandinave et Giorgia Meloni, en disant : « Nous avons besoin de l'apport de l'immigration, c'est évident. Donc il faut dire à l'extrême-droite qu'elle dit des sottises. Mais il faut en reprendre le contrôle. » « Arrêtez le regroupement familial, c'est un danger mortel pour vous, vous n'arriverez jamais à le contrôler ! », répétait le roi du Maroc, Hassan II, chaque fois qu'il pouvait, s'adressant aux Européens. Cela peut paraître n'être pas lié à notre sujet mais c'est lié parce que c'est l'élément numéro un qui pourrait le climat politique, le débat entre les partis sur n'importe quelle mesure. C'est préalable.

Mais les élites européistes n'ont jamais voulu lâcher.

Pour ma part, j'ai été frappé du résultat au moment du référendum de 1992. J'étais pour Maastricht parce que, même en termes de souveraineté, je jugeais que

c'était mieux. C'était être quelque chose dans la monnaie unique que d'avoir un strapontin humiliant dans la zone mark.

« Je vais protéger le traité par un référendum », avait risqué François Mitterrand. Un peu bêtement autour de lui, on avait dit : c'est génial ! Vous allez avoir 80 % de oui ! « Mais non, objectait-il, vous vous trompez, ça devrait passer ric-rac *si on fait une bonne campagne...* ».

La campagne démarra en lançant des ballons sur les plages et en s'égosillant : « L'Europe c'est la jeunesse, l'avenir, la paix... » Pendant l'été Jacques Pilhan me dit : attention ! Le « oui » descend, avec cette campagne un peu « cruche » et le « non » progresse et peut gagner !

On a eu un débat à l'Élysée à l'époque. On a dit à Jacques Pilhan (qui n'était pas un sondeur mais un génie, qui faisait travailler et parler des gens pendant des heures et des heures) : « Les gens veulent de la protection... Mais contre quoi ? (cette époque était optimiste.) Ils ne savent pas... Mais le monde est dangereux et ils veulent de la « protection » ... » Ce mot insupportait les plus européistes d'entre eux (d'ailleurs dans Schengen on supprime les frontières internes et on ne se préoccupe pas de la frontière extérieure). Il y a eu un débat entre nous. Finalement, François Mitterrand a déclaré, lors du débat avec Philippe Séguin – un monsieur qui n'a pas dit que des bêtises – : « Une Europe forte nous protégera mieux. », alors que le mot « protection » était détesté par les européistes militants. Il l'a dit, cela a fait passer le référendum, mais on n'a rien fait pour vraiment agir en ce sens, en tout cas jusqu'à aujourd'hui.

Depuis l'époque je dis que si on veut sauver ce qu'il y a de mieux dans l'idée européenne il faut la repenser « à la Chevènement », et pas selon la Commission.

Cela dit je rappelle que, quand Jacques Delors parlait de « subsidiarité », ce n'était pas pour chagriner les États membres mais pour contenir la Commission. Il y avait là 30 000 personnes qui voulaient faire des règlements toute la journée !

Donc il faut revenir à cela mais on n'arrivera à rien si les élites, les dirigeants de l'Europe de demain, ne parviennent pas à faire un *deal* avec l'électorat populaire. On peut toujours hurler au populisme et redouter que les peuples « votent mal » mais la démocratie est là !

Je suis donc pour un *deal* des dirigeants de l'Europe de demain avec les peuples : On fait la pause ; on n'a pas besoin d'augmenter le budget ; on n'a pas besoin de pousser l'intégration ; il faut faire fonctionner mieux ce qu'on a ; il faut remettre la Commission à sa place... Il ne faut pas crier au fascisme quand les gens

demandent de la sécurité ou une gestion raisonnable du flux migratoire – dont on a besoin mais qu'il faut gérer –. Mais si on n'a pas des dirigeants capables d'avaler leur chapeau et de dire un peu le contraire de ce qu'ils ont dit pendant trente ou quarante ans, alors pour le coup je ne vois pas du tout l'Europe agir utilement. Aujourd'hui, nous dépendons trop des Américains, des Russes, des Chinois, des islamistes, des autres, etc.

Ma conclusion n'est pas anti-européenne, elle est européenne autrement. « Autrement », c'est ce que Jean-Pierre Chevènement a toujours voulu. Je suis d'accord avec lui.

Donc on ne peut pas séparer cette question de l'avenir du monde, du bras de fer États-Unis - Chine : la Chine veut devenir numéro un, pour les Américains il est inacceptable qu'il y ait un autre numéro un qu'eux, c'est simple. Si on veut revenir dans le jeu ce ne sera pas par une formule magique. C'est un travail dur, un cheminement.

Personne ne connaît mieux que Louis Gallois ce que veut dire réindustrialiser. Où les décisions se prennent-elles ? Chefs d'entreprises, niveau national, niveau européen... les atouts, les obstacles... Comment on fait ? Vous savez bien que cela ne se fait pas en un an ou deux. Moi j'ai en tête un schéma de reconstruction en cinq à dix ans et là on pourra peut-être parler autrement, au successeur du successeur de Donald Trump.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci infiniment.

Vous proposez une démarche inductive mais qui suppose quand même une forme de volonté.

J'ai été très frappée par ce que vous avez dit du traité de Maastricht. J'ai bien connu cette période. J'étais au cabinet du Garde des sceaux à l'époque de Maastricht, au moment où il a fallu modifier la Constitution en raison du Traité. Si on compare tout ce qui a été réfléchi et fait au moment de Maastricht, et même si on n'était pas pour, ce qui était mon cas (et aussi le cas de Michel Vauzelle, qui était alors le Garde des sceaux), avec le Traité sur la Constitution européenne de

2005, on voit très bien le chemin négatif qui a été parcouru en pratiquement 25 ans. Et on voit très bien comment le sentiment européen s'est de plus en plus dégradé chez les Français, pour d'excellentes raisons, me semble-t-il.

HUBERT VÉDRINE

C'est une question de « mental », comme chez les sportifs. Tout dépend de ce que veulent les Européens. Je ne veux pas parler des « valeurs » trop vagues mais le mode de vie européen actuel, s'il peut être perfectionné, est quand même ce qu'on a inventé de mieux dans l'histoire. Si on veut sauver le mode de vie européen, qu'on peut appeler la culture européenne, la civilisation européenne, il est évident qu'il faut se redresser, travailler plus et mieux, s'organiser. On ne peut pas garder ce mode de vie auquel tout le monde est attaché sans rien faire. Il faut qu'il y ait un déclic mental, sinon on va couler. On revient à la volonté. Qu'est-ce qu'on fait ? À quel niveau ?

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Oui. Nous sommes, en très gros, dans les 5 % de la population mondiale qui vivons le mieux, à tous égards, que ce soit sur le plan du mode de vie, de la sécurité sanitaire, physique, du climat, de l'alimentation...

HUBERT VÉDRINE

Oui mais cela ne va probablement pas durer au-delà d'une génération.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

On a senti de votre part un investissement sur le champ général de ce qu'il pourrait peut-être advenir de l'Europe en s'y mettant un peu d'une manière relativement empirique, en modérant ce qui est excessif (vous avez parlé des

pouvoirs excessifs de la Commission) et en avançant d'une manière plutôt inductive pour nous sortir de cette Europe « herbivore dans un monde de carnivores ».

HUBERT VÉDRINE

Ce mot est de Sigmar Gabriel, et a été repris par Emmanuel Macron.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Je vais me tourner vers Louis Gallois que je ne présente pas non plus. Ancien dirigeant de la SNCF et d'Airbus, co-président de la Fabrique de l'industrie, membre éminent du conseil scientifique de notre fondation. Louis Gallois que je remercie à nouveau d'avoir suggéré ce beau titre : « Le Nouveau monde est-il si nouveau ? ».

Selon Yascha Mounk, le premier intervenant, il n'est pas si nouveau que ça. Pour Hubert Védrine, il est quand même largement nouveau et même fort dangereux de ce fait. Je caricature peut-être un peu les deux propos qui ont été tenus.

Quoi qu'il en soit nous sommes maintenant devant une tâche : comment l'Europe, comment nous Européens allons-nous répondre à la menace américaine qui – les deux intervenants précédents sont d'accord là-dessus – est forte et remarquablement appuyée sur une Europe dont la mollesse de la réaction a été parfaitement analysée par Hubert Védrine, aussi bien dans ses fondements structurels (il a rappelé « l'ADN » européen) que dans l'affaissement des volontés dans une zone du monde où on vit mieux qu'ailleurs. Et ceci n'aide pas beaucoup surtout quand on se trouve devant les idées noires créées en effet par l'immigration, notamment, et ses effets multiples et variés, y compris culturels.

Je remercie donc à nouveau Louis Gallois d'avoir suggéré ce beau titre pour notre colloque. Il a maintenant la tâche très difficile de nous dire quels seraient les éléments d'un sursaut économique de l'Europe, des « Européens », comme on

dit aujourd'hui, face à la pression... (Il y a quelque temps on ne disait pas « les Européens » comme on disait « les Occidentaux »).

HUBERT VÉDRINE

Ceux qui le critiquent ne disent plus « les Occidentaux » mais « l'Occident collectif ». Mais existe-t-il encore, avec Donald Trump ?

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Quels « Européens », comme on dit aujourd'hui, peuvent faire face, et comment, à la pression américaine dont il faut rappeler, et là nous sommes bien dans la continuité, qu'elle était déjà fortement exercée par l'IRA (*Inflation Reduction Act*) de Joe Biden. Nous en avons parlé lors du colloque que nous avons tenu sur le rapport Draghi⁵. L'IRA de Joe Biden n'était quand même pas un geste très amical vis-à-vis de l'Europe, c'est le moins qu'on puisse dire. Donc c'est très difficile.

Dans une brillante interview que vous avez donnée à *Marianne* au mois d'avril dernier⁶ vous souligniez d'abord la nature des défis qui obligent à trouver « de nouveaux équilibres commerciaux, financiers et industriels entre grandes zones productives du monde. » Ce qui nous ramène bien à l'idée qu'il y a « un ensemble d'ensembles » et non deux camps. Le défi est mondial mais les décisions prises par Donald Trump, et maintenant actées pour une durée que l'on ignore d'ailleurs, nous mettent au pied du mur en matière d'échanges commerciaux, sans oublier, soulignez-vous aussi, l'éventualité – dont on parle moins peut-être – d'une guerre monétaire. Enfin la pression faite sur notre continent, que ce soit en matière de fournitures d'énergie, de vente d'équipements nucléaires, on l'a vu encore cet été avec l'accord entre Westinghouse et la France, ou le rejet de toute réglementation qui gênerait les GAFA. Sans oublier les achats d'équipements militaires de haut

⁵ « *L'avenir de l'économie européenne : que penser des rapports Noyer et Draghi ?* », colloque organisé par la Fondation Res Publica, le 1^{er} avril 2025.

⁶ Louis Gallois, « En Europe, la gouvernance à 27 ne répond pas à l'ampleur des défis », *Marianne*, 26 avril 2025.

niveau pour combler les désirs de l'OTAN, un seul chef de gouvernement européen (le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez) s'y étant refusé.

Tout cela ne facilite pas la tâche d'une Union composée de pays dont les principaux n'ont pas les mêmes problèmes objectifs mais dont le fonctionnement, c'est le moins que l'on puisse dire, n'aide pas...

À travers ces obstacles pluriels, cher Louis Gallois, que pouvons-nous faire ? Qu'allons-nous faire ? Quels sont les défis ?

LOUIS GALLOIS

La nouvelle posture économique des États-Unis, quels défis pour l'Europe ?

Merci, Marie-Françoise Bechtel. Je vais m'inscrire dans la continuité des présentations précédentes.

Avant d'essayer d'esquisser ce qui pourrait être la riposte, je voudrais quand même préciser quelle est la « posture » économique de Donald Trump (je ne dis pas la « politique » économique parce que Donald Trump est au-dessus de ça). Je reprends le terme d'unilatéralisme. Quand j'étais plus jeune je parlais d'impérialisme mais je me contenterai de l'unilatéralisme. Je reprendrai aussi une expression assez juste de Nicolas Baverez qui parle d'un « capitalisme de prédateurs ». Capitalisme fondé sur la puissance et le rapport de force, qui ne connaît ni allié ni ami mais uniquement des personnes avec lesquelles il faut gagner le rapport de force. Et il est clair qu'avec l'Europe Donald Trump l'a gagné.

Quelles sont les caractéristiques de cette posture économique ?

Le premier élément est évidemment l'usage qu'il fait des droits de douane.

D'abord dans le but de protéger son industrie. Cela dans la grande tradition américaine de Friedrich List au XIX^e siècle : il faut protéger l'industrie naissante américaine pour qu'elle puisse se développer. Je rappelle qu'entre 1870 et 1913, les droits de douane américains n'ont jamais été inférieurs à 38 %... ce n'est quand même pas mal !

Les recettes sont le deuxième objectif. On recherche des recettes, martèle Donald Trump, exprimant très franchement ce qui, habituellement, est pudiquement caché (les droits de douane ne sont pas faits pour créer de la recette).

La troisième utilisation des droits de douane est franchement nouvelle : c'est un instrument de chantage. « Vous voulez continuer à acheter du pétrole russe, Messieurs les Indiens ? On vous applique 50 % de droits de douane. Vous faites des misères à M. Bolsonaro, M. Lula ? Droits de douane à 50 %. » C'est une utilisation assez nouvelle des droits de douane comme instrument de pression politique.

Le deuxième élément est le rejet du multilatéralisme. L'OMC est en état de mort clinique. Il n'y a plus que quelques Européens pour y croire encore. Je vous rappelle que nous-mêmes nous ne respectons pas les règles de l'OMC. En effet, l'accord qui avait été conclu avec les États-Unis, qui réduit à zéro les droits de douane pour les produits américains venant en France, ne respecte pas la clause de la nation la plus favorisée. Donc nous dérogeons déjà aux règles de l'OMC.

Et puis il y a cette détestation de l'Union européenne qu'évoquait Hubert Védrine, fondée sur le sentiment que l'Europe aurait vécu aux crochets des États-Unis et que sa prospérité est due au fait que, d'une certaine manière, elle aurait pillé les États-Unis. Mais il y a aussi cet élément de haine de la réglementation qui, évidemment, s'oppose à l'expansion des plates-formes américaines en Europe.

Moins évidente mais réelle, la tentative pour réduire les dépendances. Réouverture des mines, développement des énergies fossiles disponibles sur le sol national, diversification des sources de matières premières (Ukraine, Groenland). Dans ce domaine il y a une vraie cohérence dans la politique.

Activisme à l'exportation, ça va de soi.

Pour des raisons liées à mon histoire personnelle je m'intéresse particulièrement au secteur aéronautique. Donald Trump ne fait pas un voyage qui ne soit l'occasion de vendre des avions pour Boeing. Il est en train de remettre Boeing sur pied, à la fois en lui confiant des programmes militaires extrêmement importants et en lui assurant des débouchés commerciaux.

Il fait pression évidemment sur l'Union européenne pour qu'elle achète des produits énergétiques dans le cadre d'un accord absurde ! Nous devons acheter, dans les cinq ans qui viennent, 750 milliards de dollars de produits énergétiques ! D'abord nous ne saurions que faire d'une telle quantité. D'autre part les Américains ne sont pas capables de les produire. Ou alors il faudrait que la totalité de la production exportée américaine soit destinée à l'Europe.

Donc on est dans un ensemble à la fois cohérent et hors du rationnel.

Comme Hubert Védrine, je n'exclus pas que nous subissions un deuxième coup de vent douanier, surtout si nous ne respectons pas les accords que Mme von der Leyen – avec un mandat dont j'ignore s'il était négocié avec les États – a lâchés. Mme von der Leyen a considéré que nous devions acheter plus d'équipements de défense aux États-Unis. Elle ne l'a pas dit dans sa conférence de presse, laissant à Donald Trump le soin de le dire. Il y a aussi cet accord sur les 750 milliards de produits énergétiques, si nous ne le respectons pas... De même les réglementations sur les plates-formes numériques pourraient être à l'origine d'un nouveau mouvement d'humeur de Donald Trump.

Mais un nouveau champ va probablement s'ouvrir, c'est le champ monétaire.

Jusqu'à maintenant ce champ monétaire a été peu exploré par Donald Trump, gêné par l'indépendance du Président de la Fed, Jerome Powell et par le fait qu'il n'a pas (encore) la majorité au Conseil des Gouverneurs de la Fed. Mais les choses sont en train de bouger avec le départ d'une des gouverneures de la Fed et son remplacement par un proche de Donald Trump.

Il n'en reste pas moins que le dollar s'est déprécié de 14 % par rapport à l'euro depuis le début de l'année. Le choc est aussi lourd que celui des droits de douane à 15 %. Et l'ensemble fait près de 30 % (je pense que le champagne français va devenir un peu plus rare aux États-Unis). Mais une fois que M. Powell aura été délogé, soit parce que Donald Trump parviendra à le faire partir, soit parce que la fin de son mandat arrive au printemps 2026, je crois qu'on va voir émerger les idées de M. Miran, l'actuel conseiller économique de Trump qui a été nommé parmi les gouverneurs de la Fed. La préoccupation majeure de cet économiste de bonne qualité est le financement du déficit budgétaire américain. Pour cela il se dit prêt à utiliser l'arme du dollar. Cela consiste à dire aux pays qui utilisent le dollar comme monnaie de transaction (presque tous les pays le font puisque

70 % des échanges mondiaux se font en dollar) : « Si vous voulez continuer à utiliser le dollar vous devrez acheter des bons du Trésor américain. Et ces bons du Trésor américain vont être à un taux réduit. » Il a même parlé de taux zéro ! Ce serait alors une véritable ponction sur la richesse mondiale au profit des États-Unis. On se trouve face à une tentative de faire financer le déficit budgétaire américain par les pays qui utilisent le dollar. J'attends de voir comment vont réagir un certain nombre de pays. Les Chinois sont en train de réagir d'une manière parfaitement claire, ils essayent de sortir de ce piège du dollar en multipliant les échanges en renminbi et non plus en dollar. L'Europe serait bien inspirée de se dégager elle-même, autant qu'elle le peut, du dollar pour ne pas être prise dans cette nasse. Un souvenir : quand j'étais chez PSA, il y avait eu un embargo sur l'Iran. Carlos Tavares était allé essayer de négocier aux États-Unis (nous faisions 40 % du marché iranien, soit 300 000 véhicules par an), arguant que nous avions des usines là-bas, etc. Si vous jouez ce jeu-là, les banques qui vous financeront seront privées de dollars... ce fut la réponse. C'était très clair. Nous n'avions pas joué ce jeu-là, nous avons arrêté toutes nos activités en Iran.

Maintenant se pose la question : que faire ?

La riposte européenne à court terme on a vu ce que c'était. Il y avait à cela des raisons objectives. Hubert Védrine en a évoqué quelques-unes.

La première raison est que l'Europe n'est pas capable d'assurer elle-même sa défense. Et je pense que le dossier ukrainien a été présenté comme un élément de pression sur l'Europe.

La seconde raison est que nous étions divisés. Les Allemands et les Italiens, gros exportateurs aux États-Unis, voulaient à tout prix un accord et les 15 % leur ont paru être acceptables. « Cela aurait pu être pire », comme on dit dans ces cas-là, l'aveu de la défaite...

Je pense que nous n'étions pas, et que nous ne sommes pas actuellement, en mesure de bâtir une véritable riposte aux États-Unis dans un bras de fer sur les droits de douane ou autre sujet économique. Tout le travail consiste maintenant à voir comment nous pouvons être capables de créer les conditions d'un rapport de forces plus équilibré.

Je vais décrire quelques éléments de ce qu'on pourrait appeler une politique d'indépendance européenne. Je n'emploie pas le terme « souveraineté » qui voudrait dire qu'il y a un État européen, on n'en est pas là. Je me poserai ensuite la question de savoir si l'Europe est capable de la mener et dans quelles conditions elle serait capable de la mener.

Premier élément, il faut rompre avec la doxa libérale.

Je ne suis pas pour la fermeture des frontières. L'Europe, continent exportateur, ne peut pas fermer les frontières. La France, elle-même, exporte pour 600 milliards d'Euros à travers 150000 entreprises. Mais je pense qu'il faut en finir avec la doxa libérale et que le principe de réciprocité commerciale doit être appliqué à la lettre. Nous ne devons pas accepter des produits fabriqués dans des conditions qui ne sont pas acceptées en Europe. Nous ne pouvons pas accepter l'accès à nos marchés publics aux entreprises de pays où nous ne pouvons pas accéder aux marchés publics. Je pense qu'il y a un ensemble d'éléments que nous devons être capables de mettre en œuvre. La Commission est d'accord. Le problème c'est qu'elle ne les met pas en œuvre ou elle le fait avec un retard tel qu'une grande partie des dégâts sont déjà accomplis. Je pense que dans ce domaine il faut complètement changer de rythme. Nous devons avoir une capacité de réciprocité immédiate.

Les tarifs douaniers pour protéger nos industries émergentes concernent beaucoup plus la Chine que les États-Unis. En effet la capacité des États-Unis à exporter en Europe est très limitée hors produits énergétiques alors que celle de la Chine est illimitée. Il s'agit donc de nous placer dans la situation d'un continent émergent sur un certain nombre de technologies par rapport à la Chine. Il faut donc jouer le jeu que la Chine a joué vis-à-vis de nous pendant quinze ou vingt ans, depuis Deng Xiaoping, c'est-à-dire qu'on n'accepte les exportations que si elles sont accompagnées de la création de *joint-ventures* ou de sociétés communes à 50/50 sur le sol européen et s'il y a transfert de technologies. Quand j'étais chez Airbus, j'avais été reçu par un Vice-premier ministre chinois qui m'avait dit, aimablement mais clairement, en me désignant le patron de Comac (*Commercial Aircraft Corporation of China*), qu'il souhaitait vivement que nous coopérions avec lui.

Pour ce qui concerne la France et l'Europe, je pense que nous devons mettre la production au premier rang, instaurant un véritable pacte productif. C'est ce que je propose pour la France : un véritable pacte productif, que toute l'énergie du pays soit rassemblée pour produire. Que nous ne soyons plus ce pays, ce continent, de consommateurs mais que nous soyons des producteurs. Bien sûr cela demandera des efforts mais ce sera sans doute plus stimulant pour les Français que de leur parler de la couverture du déficit budgétaire et c'est de fait la condition d'une croissance retrouvée, d'une plus grande autonomie et d'une plus grande capacité de résistances aux crises.

Dans un certain nombre de domaines nous devons mener une politique d'indépendance au niveau français et au niveau Européen. Je les cite rapidement mais pour moi ils sont importants :

Le domaine des matériaux critiques. L'inventaire français fait actuellement l'objet d'un gros travail de mise à jour. Il faut que nous soyons capables de rouvrir des mines en Europe, des mines de terres rares en Suède, des mines de lithium dans l'Allier ou en Alsace. Nous devons faire comprendre à la population qu'il faut à nouveau rechercher des produits miniers. On sait le faire en protégeant l'environnement bien mieux que dans le passé.

Le secteur de la défense et de l'espace ne peut être qu'une affaire européenne. Nous n'allons pas agir seuls dans le domaine des industries de défense. Mais je ne vois pas que ça se fasse dans le cadre de l'Union européenne parce qu'il faut évidemment que les Britanniques soient avec nous. D'autre part il est clair que cela ne peut se faire à 27, je reviendrai sur ce point.

L'énergie est un vaste sujet, vous l'avez dit, sur lequel nous sommes en train de nous faire asphyxier. Le prix de l'énergie en Europe est de deux à quatre fois plus élevé qu'aux États-Unis.

Sur les semi-conducteurs, il est évident que nous ne sommes pas du tout à l'échelle des investissements qui se font dans le monde, qui se mesurent en dizaines de milliards. Or sans semi-conducteurs, il n'y a pas de production moderne (les Chinois sont en train de s'en apercevoir et font ce qu'il faut pour échapper à cette dépendance).

Dans l'Intelligence artificielle la seule entreprise Amazon investit 100 milliards de dollars. Nous ne sommes pas, là non plus, à la bonne échelle. Le rapport Draghi est net sur ce sujet.

On fabrique de moins en moins de principes actifs en France. On en fait peu en Europe. Les principes actifs viennent maintenant d'Inde et bientôt de Chine.

Une question se pose : avec qui faire tout cela ? Pouvons-nous avoir des alliés dans le monde ?

Je pense que nos premiers alliés pourraient être ceux qui souffrent de Donald Trump : le Brésil, l'Inde et l'Asie du Sud-Est. Les droits de douane sur le Vietnam, sur la Thaïlande, l'Indonésie sont punitifs. Ce sont des pays avec lesquels il va falloir travailler. J'ai évoqué ce qu'il était possible de faire avec la Chine. C'est plus limité. Mais je pense que c'est tout à fait essentiel.

Se posera la question de l'accord sur le Mercosur. Je dois dire très franchement que j'ai changé d'avis sur ce sujet. J'étais opposé à l'accord sur le Mercosur. Je me pose sérieusement la question de savoir s'il faut continuer à y être opposé. Je sais bien les difficultés que cela crée pour une partie de notre agriculture mais on ne peut trouver là une occasion de coopération avec l'Amérique latine. Et on ne peut pas la laisser échapper. Cela fait vingt-cinq ans que l'on discute de l'accord du Mercosur, il va bien falloir qu'on passe à l'acte, en limitant autant que possible les dégâts que cela peut créer dans le secteur agricole et en compensant ceux qu'on ne peut éviter. Je note que les garanties actuelles dans le projet d'accord sont considérées par la FNSEA comme très insuffisantes.

Et puis il faut préparer le retour en Russie. Les Allemands sont en train de le faire. La Russie, qui a la taille d'un continent, est proche de nous et la guerre en Ukraine, je l'espère, va trouver une issue. Il y a un moment où nous allons rétablir des relations avec la Russie, nous n'allons pas laisser Donald Trump le faire seul. Il va falloir retrouver les voies d'un dialogue avec la Russie. Nous devons nous y préparer, y compris sur le plan industriel.

Ma conviction est que tout ceci est bien beau mais que l'Europe n'est pas capable de mener un tel programme, que sa gouvernance actuelle ne le lui permet pas.

Au risque de choquer Hubert Védrine qui a des sentiments européens forts, je m'interroge : en quoi l'Europe a-t-elle vraiment réussi ? L'Europe est la zone du monde ayant la plus faible croissance. Le rapport Draghi nous a montré que nous étions en train de décrocher sur le plan technologique et que si nous ne réagissons pas violemment, nous allons vers ce qu'il appelle « une lente agonie ». Je précise que depuis un an (le rapport Draghi est sorti en septembre 2024) peu

de choses se sont passées. Enfin on a vu que le fait d'être une puissance commerciale considérable n'était pas de nature à nous permettre de peser dans une discussion d'égal à égal avec les États-Unis. Il faut prendre acte du fait que l'Europe ne fonctionne pas bien et que ce fait est un handicap pour tous les pays européens.

Nous avons besoin de l'Europe, évidemment. Mais nous avons à nous poser sérieusement la question : pouvons-nous continuer avec la gouvernance actuelle ? Cette gouvernance est marquée par l'expansionnisme de la Commission, directement alimentée par Mme von der Leyen qui n'hésite pas à proposer un « mur antidrone » à la frontière est de l'Europe alors que la Commission n'a aucune compétence en matière de défense. La bureaucratie, la lenteur de la Commission sont un problème dont on ne voit pas la solution. N'ayant pas d'argent la Commission émet des règlements. Elle est soutenue dans cette voie par le Parlement Européen qui veut légiférer. Depuis 2019 les États-Unis ont publié 3000 textes, l'Europe 13000 ! Je fais confiance à ceux qui les ont comptés ! Cette prolifération de textes est due au fait que c'est le seul instrument qu'aient entre les mains la Commission et le Parlement. En effet le budget européen est – et va rester – un budget faible.

Et puis nous sommes 27. Il est impossible de trouver un consensus dynamique capable de réunir 27 pays qui ont des situations totalement différentes. C'est déjà extrêmement difficile entre les pays du noyau dur de l'Europe, c'est-à-dire les pays de l'Europe de l'Ouest que l'on connaît bien. À 27 c'est impossible ... et nous serons bientôt 31 !

Je pense qu'il y a là un sujet de réflexion.

Que peut-on faire ?

D'abord recentrer la Commission, lui rappeler qu'il y a des textes qui limitent ses compétences. On a parlé de la subsidiarité (Delors en parlait lui-même) dont la mise en œuvre exige qu'un grand nombre de décisions ne soient plus prises à Bruxelles mais dans les États. La question est de savoir quel rôle on donne aux États au sein de l'Europe.

Ensuite renforcer le Conseil Européen qui n'a pas à sa disposition les mêmes équipes que la Commission. Le Conseil est faible parce que son expertise est celle de la Commission et qu'il en est ainsi dépendant.

Et puis il faut laisser les États libres d'engager les coopérations entre pays volontaires qui le souhaitent. Je ne parle pas ici des coopérations renforcées qui

ne se font pas de manière autonome – la Commission les contrôle –. Il faut aller à Bruxelles plaider pour ces coopérations. Et la Commission a tendance à vouloir élargir ces coopérations entre pays volontaires à d'autres pays candidats. Ce n'est pas du tout ce qui permet d'établir des coopérations fortes sur les sujets que j'ai évoqués.

Sur les semi-conducteurs on doit faire ça à quatre ; sur l'industrie de défense il faut faire ça à sept ou huit pays, pas plus. On peut faire la liste des pays qui ont des capacités industrielles, une volonté de travailler ensemble et qui acceptent qu'il y ait entre eux une répartition des tâches. D'autant plus que, là aussi, sur le sujet des nouvelles technologies comme les sujets de défense il faut que nous ayons les Anglais avec nous, sinon ils iront avec les Américains. C'est extrêmement important.

Je rejoins la conclusion d'Hubert Védrine : tout cela n'est qu'utopie. C'est toutefois une direction dans laquelle il faut s'engager. Et si on veut faire des progrès il faut savoir où on veut aller. Je pense qu'il faut aller vers un remodelage profond de la gouvernance de l'Europe. Nous ne pourrions pas nous en sortir avec la gouvernance actuelle. Le problème c'est le délai parce que si, comme vous le dites, il faut dix ans pour cela, dans quel état serons-nous dans dix ans ?

Merci.

Débat

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Je remercie très vivement Louis Gallois dont la tâche était ingrate. Il fallait vraiment aborder concrètement la question de la dépendance économique et monétaire, ce que vous avez fait, et aussi dessiner quelques pistes pour le futur.

J'ai senti un certain décalage avec la position d'Hubert Védrine en ce sens que vous appelez à un remodelage plus profond de la gouvernance européenne. Vous dites en tout cas l'un et l'autre que ça ne peut pas continuer à marcher comme ça, à 27 aujourd'hui et demain à 31. En gros vous êtes d'accord sur ce constat.

Votre intervention était si riche dans tous les domaines qu'on ne saurait l'interpeller plus avant.

J'ai noté quand même qu'il y a l'idée de l'Europe à géométrie variable sans laquelle nous n'avancerons pas, c'est donc une condition épistémologique, si je puis dire. Ça ne veut pas dire que les volontés y seront mais si elle n'a pas lieu de cette manière-là alors on ne fera rien. Je rougis de renvoyer sur ce point au chapitre que j'ai commis dans l'ouvrage publié l'an dernier chez Plon⁷ pour les vingt ans de la Fondation...

Vous avez énuméré également les domaines dans lesquels il était urgent d'intervenir (dont le spatial, l'aéronautique, les matières rares ...) et puis il y a les partenaires possibles pour une volonté européenne que l'on peut présumer demain dès lors qu'elle n'existe pas aujourd'hui et dès lors qu'elle serait réduite à quelques États. Je crois qu'Hubert Védrine lui-même ne serait pas en désaccord avec cela.

Alors vers qui se tourner ? peut-être ne faut-il pas éliminer trop vite la Chine. Vous avez d'ailleurs suggéré qu'avec la Chine ce qu'on peut faire est limité, et sous réserve que les transferts de technologie soient clairement énoncés et traités.

LOUIS GALLOIS

Limité parce que si nous allons dans le sens que je souhaite nous allons être obligés de mettre des barrières douanières assez sérieuses pour empêcher le déferlement des produits chinois. La Chine est en surproduction, en surcapacité. Les exportations vers les États-Unis baissent. Il est évident que nous allons subir dans tous les domaines une pression chinoise extrêmement forte. Il va falloir que nous ayons des barrières. Et quand on met ces barrières on ne facilite pas les coopérations.

Je ne désespère pas des coopérations : je vois par exemple que Stellantis installe une société commune 50/50 avec CATL (*Contemporary Amperex Technology Co. Limited*), numéro un mondial des batteries, pour une usine de batteries à Saragosse. Comme en Europe nous n'avons pas le savoir-faire des batteries c'est

⁷ Marie-Françoise Bechtel, « La France et l'Europe, ou l'avenir de la question nationale », dans *Res Publica. 20 ans de réflexions pour l'avenir*, sous la direction de Jean-Pierre Chevènement, Paris, Plon, 2024.

un moyen pour nous d'acquérir les technologies chez le meilleur des producteurs mondiaux de batteries. On pourrait d'ailleurs faire la même chose sur d'autres produits, notamment tous les produits liés à la transition énergétique où les Chinois ont parfois dix ans d'avance sur nous.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

... et où j'ai cru comprendre qu'ils étaient peut-être demandeurs de quelques aventures communes pour préparer des *joint-ventures* dans l'autre sens, par rapport à ce qu'on a connu dans les années 2000. Il semblerait qu'il y ait une demande chinoise.

LOUIS GALLOIS

Il ne faudrait pas qu'on le paye par des importations excessives ailleurs.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Vous avez évoqué aussi l'ouverture nécessaire vers le Brésil et, plus largement, l'Amérique du Sud avec une réflexion à mener sur le Mercosur. Votre analyse m'a semblé extrêmement pointue, précise et intéressante. Une ouverture vers l'Amérique du Sud et l'Asie du Sud-Est permettrait, dans les cercles dont nous parlions tout à l'heure, des partenariats possibles. Encore une fois on retombe sur la question double qui est celle de la volonté européenne et, si volonté il y a, celle des structures européennes qui, si on ne revient pas sur la gouvernance qui domine aujourd'hui, permettraient à cette volonté de s'exercer.

C'est tout le problème. Je crois qu'il est clairement posé et tous les domaines dans lesquels il faut agir sont, je crois, pointés avec peut-être deux sujets majeurs qui sont le nucléaire et la fourniture d'énergie.

LOUIS GALLOIS

Sur le nucléaire nous sommes en état d'indépendance. Il y a toujours des relations avec *Westinghouse* comme il y en a avec les Russes.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Oui mais nous avons passé un marché avec eux cet été leur permettant de développer leurs centrales dans des endroits où nous aurions pu développer les nôtres.

LOUIS GALLOIS

Je ne connais pas la nature exacte de cet accord, je pense qu'on a négocié quelque chose en face. On peut négocier d'égal à égal sur le nucléaire, y compris avec les Russes. D'ailleurs le nucléaire est un des sujets sur lesquels il faudra réfléchir sérieusement le jour où les relations avec les Russes se rétabliront.

NICOLAS RAVAILHE

Je ne crois pas qu'on puisse dire que l'Europe soit naïve. L'Europe est stratégique et elle est globalement assez forte. C'est la première des raisons pour lesquelles elle cède face aux États-Unis : elle a 200 milliards d'euros d'excédents commerciaux sur les biens. L'Allemagne, c'est 92 milliards d'excédents commerciaux (c'était 50 milliards en 1992, soit + 40 % en moins de quatre ans). L'Allemagne n'a pas la démographie, la géographie, le tissu industriel.

Le problème, c'est que la gouvernance européenne aujourd'hui c'est l'Allemagne et les Pays-Bas, c'est-à-dire un modèle exportateur sur le plan commercial, mercantiliste, qui gagne énormément d'argent (3000 milliards d'excédents commerciaux en dix ans). Et ces pays, les Pays-Bas, la Belgique, etc. importent pour revendre et nous désindustrialiser. Et ce modèle exportateur pour

gagner de l'argent à l'extérieur et importateur pour nous appauvrir est globalement gagnant sur la scène mondiale. Donc n'attendez rien.

Vous avez parlé des fonds européens. C'est vrai que l'Union européenne a très peu de budget mais l'*Inflation Reduction Act* on l'a fait depuis bien plus longtemps : 200 milliards d'excédents commerciaux sur les biens aux États-Unis (92 milliards pour l'Allemagne, 40 milliards pour l'Italie, 50 milliards pour l'Irlande). Comment un pays comme l'Irlande peut-il avoir 50 milliards d'excédents commerciaux annuels aux États-Unis ? Ce sont des boîtes américaines présentes en Irlande dont on a payé avec des fonds européens l'implantation à 100 % en Irlande qui ensuite se sont développées et revendent aux États-Unis ! C'est le vrai cheval de Troie. Les chiffres que je vous donne sont ceux d'Eurostat. Si l'Allemagne avait 200 milliards de déficit commercial par an, ou même 100 avec les États-Unis, je vous prie de croire que les politiques européennes auraient changé dare-dare. Voilà pourquoi ça ne changera pas.

Le problème c'est l'absence de stratégie française. Quelle est la stratégie française dans l'Union européenne ? Nous avons un déficit commercial avec les États-Unis. Objectivement, si on regarde Eurostat, nous avons un léger excédent dont on doit déduire ce qu'on appelle l'effet Rotterdam, c'est-à-dire les importations des Pays-Bas qui nous sont revendues.

Donc si nous avons un déficit commercial nous ne pesons pas dans l'Union européenne.

Que dit-on à la jeunesse française ? Que dit-on à l'ingénieur français qui a un projet aujourd'hui ? Que dit-on à l'étudiant qui sort d'une école de commerce en France ? Comment se positionnent-ils par rapport à cela ? Où sont les stratégies françaises dans l'Union européenne pour défendre les intérêts du pays, pour placer des intérêts offensifs comme le font les Allemands et les Néerlandais ? Il n'y en a pas.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Je vous remercie de votre intervention que j'approuve largement.

Je vous fais remarquer tout de même que tous les économistes ne sont pas de votre avis sur le triomphe du modèle allemand. J'ai sous les yeux un article de *La Tribune* datant de quelques mois : « L'Allemagne en quête d'un nouveau modèle », exprimant qu'elle va jusqu'à remettre en cause peut-être le fond du

fond de l'ordo-libéralisme qu'elle a constitutionnalisé, c'est-à-dire le non-déficit budgétaire et « ... que les licenciements massifs, se sont multipliés ces derniers mois : 35 000 emplois supprimés chez Volkswagen sur un total de 120 000 », etc. Pour sortir de la spirale négative, avec une dette qui n'atteint que 60 % du PIB, l'Allemagne est peut-être en train d'envisager de revoir elle-même les critères de Maastricht tels qu'elle se les applique, en vertu d'ailleurs de sa propre Constitution. Donc il me semble que le fait de la puissance allemande n'est pas forcément ce qu'il a été il y a encore quelques années.

LOUIS GALLOIS

Je ne conteste pas du tout les chiffres sur l'excédent commercial allemand vis-à-vis des États-Unis. C'est une des raisons qui ont conduit Mme von der Leyen à capituler parce qu'elle a suivi la politique allemande, c'est clair. L'intérêt de la situation actuelle c'est qu'elle oblige quand même les Allemands à se poser des questions assez lourdes qui peuvent les amener sur des terrains qui nous sont plus favorables.

La riposte française est très simple, c'est le pacte productif. Il ne faut pas attendre de l'Europe qu'elle nous apporte l'industrie, c'est nous qui devons la recréer et la développer en France. Et il faut que l'énergie du pays sache où elle doit se concentrer. À mon avis elle doit se concentrer sur la production, ce qui nous amène d'ailleurs à savoir quelle quantité de travail elle est capable de mettre en œuvre, quelle productivité nous sommes capables de développer... des questions lourdes ! Mais je pense que si on veut entraîner le pays – et vous parliez de la jeunesse – il faut lui proposer un objectif de ce type-là. Je ne pense pas que le rééquilibrage à Bruxelles, à lui seul, motivera la jeunesse française ! Mais c'est une vraie question. On a perdu la main à Bruxelles et les Allemands l'ont prise, notamment en peuplant la Commission de fonctionnaires allemands de bonne qualité. Vous connaissez la réflexion du Premier ministre polonais : « Je ne savais pas que Mme von der Leyen était encore ministre du gouvernement allemand. »

Après qu'on a parlé de beaucoup de sujets industriels je voudrais aborder un sujet culturel.

Il n'y a pas très très longtemps j'ai été étonné d'entendre à la télévision Renaud Girard qui a parfois été invité dans les colloques de la Fondation Res Publica et dont j'apprécie les analyses géopolitiques dans *Le Figaro*. On lui demandait : « Si vous étiez américain auriez-vous voté pour Donald Trump ou pour la candidate démocrate ? » Après avoir réfléchi il a répondu : « Je ne sais pas très bien mais je pense que j'aurais voté pour Donald Trump pour faire barrage au wokisme. » Et je pense qu'une grande partie du succès de Trump vient de ce que le peuple américain résiste aux impostures intellectuelles du wokisme de même qu'en France le succès du Rassemblement National, à mon avis, ne tient pas uniquement au problème de l'immigration mais tient aussi à un rejet des impostures du wokisme.

YASCHA MOUNK

C'est certainement partiellement vrai. Le gouvernement Biden a failli sur beaucoup de sujets.

Premièrement, Joe Biden et Kamala Harris ont fait campagne en tant que représentants du gouvernement d'une certaine manière, disant que les *Bidenomics* (l'économie menée par Biden) étaient un grand succès. En fait, l'article publié dans *Affaires étrangères* par un des grands économistes du centre gauche de Barack Obama montre que le salaire moyen d'un Américain n'était pas plus élevé en 2024 qu'en 2019 et qu'en fait ces cinq ans étaient perdus pour la majorité des Américains.

Deuxièmement, on a eu un grand problème à la frontière avec le Mexique, problème qui d'une certaine manière était lui-même lié au wokisme. En effet le gouvernement de Joe Biden avait pris beaucoup de décisions pour faciliter le passage à la frontière du Mexique, ce qui fait que des millions de personnes arrivaient chaque année. Cela dans un pays beaucoup plus ouvert à l'immigration que l'Europe et dans lequel l'opinion publique, d'une manière générale, est plutôt

positive envers l'immigration. Pourtant cette situation a fait se rebeller beaucoup de gens y compris des gens eux-mêmes issus de l'immigration. Un problème profond du parti démocrate est que pour comprendre les latinos ils s'adressent au chef d'une ONG fondée par des milliardaires progressistes, qui est peut-être d'origine latino mais qui aura certainement fait Harvard et qui est lui-même formé à un certain langage plutôt woke. Face à la question : que pensent les latinos de cette situation ? Ils exprimeront leur solidarité avec quiconque veut venir dans ce pays. Ils sont résolument hostiles à une politique d'immigration qui permette le contrôle des frontières. Si vous parlez avec des Hispaniques « normaux » qui peut-être ne sont pas diplômés, qui peut-être vivent dans des grandes villes, dont peut-être les parents ou les grands parents sont arrivés dans ce pays il y a très longtemps ou sont nés dans des territoires anciennement mexicains... Ils vont avoir une attitude très différente.

Troisièmement, il y a certainement des sujets sur lesquels le Parti démocrate est très à gauche de l'Américain moyen. Ces sujets sont parfois même mal compris ici. Sur le sujet de l'avortement par exemple, qui est plutôt un sujet fort pour les Démocrates, la position républicaine paraîtrait très extrême dans le contexte européen. Cela varie d'un État à l'autre mais globalement on n'a plus droit à l'avortement. Mais la position démocrate est bien plus radicale que la loi en France, en Allemagne ou dans un quelconque autre pays européen car il n'y a aucun délai fixé pour recourir à l'avortement. Même après cinq ou six mois de grossesse on peut avorter, pas parce qu'une malformation a été détectée, pas parce que la vie de la mère est en danger, mais parce qu'elle a changé d'avis. Ce n'est pas, pour de bonnes raisons, la politique européenne.

Sur les questions de discrimination positive une politique assez extrême a été appliquée pendant les dix dernières années. Par exemple, parmi les gens qui postulent à Harvard, un candidat brillant d'origine asiatique (il y a de nombreux Asiatiques d'un très bon niveau dans les universités américaines) qui est parmi les 10 % d'étudiants les plus forts qui postulent à Harvard a moins de chance d'y être accepté qu'un Afro-américain qui est dans la deuxième moitié des postulants, qui est sous la moyenne. Évidemment, beaucoup d'Américains d'origine asiatique s'indignent de se voir discriminés d'une manière tellement éclatante au nom de la justice raciale.

C'est aussi vrai sur le sujet des transgenres où deux situations font question :

La première c'est la participation des femmes trans (nées garçons) aux compétitions féminines. Dès le collège le sport est très important aux États-Unis,

dans tous les milieux. Beaucoup de personnes s'insurgent, considérant que la compétition n'est pas équitable.

La deuxième concerne les traitements médicaux donnés à des enfants de 13 ou 14 ans, commençant avec les hormones à contre-genre : on donne de la testostérone à des femmes biologiques et des œstrogènes à des hommes biologiques, ce qui entraîne des effets irréversibles. On pratique même des opérations (ablation des seins, etc.) sur des adolescents de 15, 16, 17 ans. Sur ces sujets-là le Parti démocrate se situe bien au-delà de l'opinion américaine moyenne.

En fait la tragédie de l'Amérique aujourd'hui c'est que sur tous ces sujets, la majorité de la population américaine a des avis plutôt raisonnables. Les sondages révèlent qu'une majorité des Américains est pour l'avortement pendant le premier trimestre de grossesse et pour des restrictions après le premier trimestre. Ils ont des opinions plutôt positives sur l'immigration mais ils souhaitent contrôler leur frontière avec le Mexique. Ils sont complètement contre la politique menée par Donald Trump qui est en train de virer des soldats trans de l'armée, juste parce qu'ils sont trans, mais ils ont des réticences à propos de la participation d'hommes biologiques aux sports féminins et des actes médicaux sur de jeunes enfants.

La tragédie de la politique américaine c'est que ni les Républicains ni les Démocrates ne sont capables de parler pour cette majorité plutôt raisonnable.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

C'est extrêmement intéressant.

GÉRARD NAUDIN

Monsieur Gallois, vous avez parlé des terres rares. Mais vous n'avez pas noté le frein que mettront automatiquement les écologistes à l'exploitation des terres rares. Actuellement, le plus gros gisement est en Suède, en plein pays sami (peuple autochtone éleveur de rennes). Là c'est un peu différent parce que c'est un peuple qui est touché et non pas les écologistes qui font barrage. Par contre pour le reste

des exploitations des terres rares en Europe je pense que nous aurons beaucoup de problèmes par rapport au frein écologiste.

LOUIS GALLOIS

Je n'ai pas évoqué ce sujet par pudeur mais vous avez parfaitement raison.

Le site de la mine de lithium dans l'Allier est sur une carrière de Kaolin. Le sol est donc déjà complètement défoncé. Sous cette carrière il y a du lithium. Lithium qui serait exploité en souterrain, non à ciel ouvert, avec des précautions qu'aucun autre pays produisant du lithium dans le monde ne prendrait ! Pourtant on affronte déjà un début de rébellion écologiste... ce qui n'empêche pas ces écologistes d'avoir des téléphones portables dans lesquels il y a du lithium, les mêmes écologistes critiquant les véhicules électriques qui ont des batteries au lithium ! Je ne suis pas le représentant des écologistes ici et je m'avoue incapable d'explicitier la cohérence de leur attitude.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

On n'en finit pas avec les contradictions internes au mouvement écologiste. C'est un non-dit qui plane effectivement autour de nombreux débats qu'on peut avoir en France. Mais il ne plane pas du tout sur la Commission européenne. Il est littéralement inséré dans l'ensemble des structures et des producteurs de réglementations, notamment au Parlement européen.

ALEXANDRE BENOIT

J'aurais une question pour Yascha Mounk sur l'après-Trump.

Récemment on a eu le grand raout en hommage à Charlie Kirk, l'influenceur évangélique qui appartient plutôt à un courant post-reaganien de la droite conservatrice évangélique. Les commentateurs français ont beaucoup parlé du grand retour de la droite évangéliste chrétienne qui a émergé sous Ronald Reagan. J'aimerais connaître votre position sur le fait qu'on assiste plutôt à l'émergence d'une droite postchrétienne influencée par Curtis Yarvin, et son courant de

pensée "*Dark Enlightenment*" (« Lumières obscures ») qui ont une grande influence sur J.D. Vance qui les suit tous, dialogue avec eux sur les nombreux podcasts qui influent sur les jeunes hommes blancs américains qui ont beaucoup voté pour Donald Trump la dernière fois. Cette droite-là est sortie un petit peu du *statu quo* évangélique, chrétien, parlant essentiellement d'avortement, extrêmement pro-israéliens.

Pensez-vous que la droite post-Trump, si J.D. Vance est élu par exemple, n'ira pas dans une forme d'eupéanisation, de populisme nativiste et lâchera ou, en tout cas, mettra un peu la sourdine sur les questions de morale, d'avortement, etc. ?

YASCHA MOUNK

Il y a depuis toujours deux modèles de la droite américaine.

Le premier est le modèle d'une droite religieuse dont on parlait beaucoup dans les années 1990-2000, appelée la « majorité morale », une partie des partisans de George W. Bush rêvant d'un futur qu'illustrent le roman et la série TV *La Servante écarlate* (*The Handmaid's Tale*). Ce n'est pas du tout réaliste. En fait le nombre des Américains qui sont très religieux est en train de tomber très vite. Les églises qui jouent un rôle beaucoup plus grand aux États-Unis qu'en France sont plutôt vides. Le nombre des agnostiques, des athées, croît très vite. Et si une grande partie des partisans de Donald Trump se disent peut-être chrétiens, même évangéliques, ils ne vont jamais à l'église. L'idée du futur de l'Amérique en tant que pays extrêmement religieux me semble donc fausse.

La deuxième possibilité serait le techno-futurisme de droite. Vous avez évoqué Curtis Yarvin (avec lequel j'ai eu un débat public samedi à Londres). Je crois que c'est encore plus marginal. Curtis Yarvin a-t-il une grande influence ? Il aime bien projeter cette image. La gauche aime bien le présenter comme très influent parce qu'il fait très peur. Et la droite prétend que son influence vient du fait qu'il provoque un peu, qu'il choque. En fait tout le monde le présente comme très influent. Je n'en suis pas du tout convaincu. En effet, la majorité des gens qui votent pour Trump sont tolérants vis-à-vis d'un président qui attaque les institutions démocratiques mais au nom de la démocratie. Ils pensent en revanche que les élites sont vraiment antidémocratiques et que Trump se bat pour le peuple, pour établir la vraie démocratie.

L'Américain moyen, c'est Homer Simpson (personnage de la série télévisée *Les Simpson* qui existe depuis trente-cinq ans). Homer Simpson n'est pas particulièrement religieux, il ne rêve pas d'une dictature du Tech mais il est assez sceptique à l'égard des élites et il se sent culturellement ignoré par les élites du Parti démocrate.

C'est d'ailleurs un des problèmes fondamentaux du Parti démocrate : quand cette série a commencé en 1990 on aurait vu en Homer Simpson un Démocrate, parce que c'est un ouvrier, parce qu'il n'est pas particulièrement riche, parce que c'est un homme modeste. Mais aujourd'hui, à coup sûr il voterait pour Donald Trump !

Pour gagner les élections les Démocrates doivent trouver une manière de reparler à Homer Simpson.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

C'est-à-dire qu'il faudrait passer d'une démocratie devenue pulsionnelle à une démocratie qui serait vraiment redevenue institutionnelle. Nous aurons sans doute ici bientôt ce problème aussi.

Merci à tous.

PUBLICATIONS RÉCENTES

ENJEUX SÉCURITAIRES, UN DÉFI RÉPUBLICAIN

Colloque du mardi 6 mai 2025

QUELLE ARCHITECTURE DE SÉCURITÉ EN EUROPE ?

Colloque du mercredi 26 mars 2025

L'AVENIR DE LA RELATION FRANCO-AFRICAINE

Séminaire du mardi 25 février 2025

L'AVENIR DE L'EUROPE : QUE PENSER DE LA « COMMUNAUTÉ POLITIQUE EUROPÉENNE » ?

Colloque du mardi 28 janvier 2025

L'AVENIR DE L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE : QUE PENSER DES RAPPORTS NOYER ET DRAGHI ?

Colloque du mercredi 27 novembre 2024

COMMENT LES INSTITUTIONS DE LA VE RÉPUBLIQUE PEUVENT-ELLES ÉVOLUER ?

Colloque du mardi 15 octobre 2024

LAÏCITÉ : DÉFIS INTERNES, DÉFIS EXTERNES

Colloque du mercredi 24 avril 2024

QUELLE POLITIQUE ÉTRANGÈRE POUR LA FRANCE ?

Colloque du jeudi 21 mars 2024

OCCIDENT COLLECTIF, SUD GLOBAL : QU'EST-CE À DIRE ?

Colloque du mardi 20 février 2024

L'AVENIR DE LA RELATION FRANCO-POLONAISE

Colloque du mercredi 24 janvier 2024

QUEL AVENIR POUR L'EUROPE ?
Séminaire du mardi 19 décembre 2023

LA FRANCE FACE AUX MUTATIONS DU TRAVAIL
Colloque du mercredi 8 novembre 2023

LA JEUNESSE FRANÇAISE FACE AUX GRANDS DÉFIS DE LA NATION
Colloque du mardi 26 septembre 2023

LA FRANCE ET SES ÉLITES
Colloque du mardi 20 juin 2023

EUROPE, ÉTAT DE DROIT ET SOUVERAINETÉ NATIONALE
Séminaire du lundi 15 mai 2023

L'AVENIR DE LA FILIÈRE NUCLÉAIRE FRANÇAISE
Séminaire du mercredi 29 mars 2023

OÙ VA L'ITALIE ?
Séminaire du mardi 21 mars 2023

QUEL AVENIR POUR LA DÉFENSE FRANÇAISE ?
Colloque du lundi 13 mars 2023

LE DÉFI DU REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE
Colloque du mardi 13 janvier 2023

LA RÉPUBLIQUE ET SES RÉGIONS
Colloque du mardi 6 décembre 2022

L'AVENIR DE LA LANGUE FRANÇAISE
Colloque du mardi 15 novembre 2022

**TABLE RONDE AUTOUR DES IDÉES DE FRANCIS FUKUYAMA ET DE
SAMUEL HUNTINGTON**
Séminaire du mardi 25 octobre 2022

LA GUERRE D'UKRAINE ET L'ORDRE DU MONDE

Colloque du mardi 27 septembre 2022

LA RÉPUBLIQUE FACE À LA DÉCONSTRUCTION

Colloque du mardi 8 mars 2022

**FRANCE-ALLEMAGNE : CONVERGENCES ET DIVERGENCES DES
INTÉRÊTS FONDAMENTAUX À LONG TERME**

Colloque du mardi 15 février 2022

LA DETTE

Séminaire du jeudi 20 janvier 2022

**LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE DANS LES DEUX
DERNIÈRES DÉCENNIES : BILAN ET PERSPECTIVES**

Colloque du mardi 7 décembre 2021

ÉCOLOGIE ET PROGRÈS

Colloque du mercredi 24 novembre 2021

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, UN ENJEU POUR DEMAIN

Colloque du jeudi 21 octobre 2021

QUELLES INSTITUTIONS POUR DEMAIN ?

Colloque du mercredi 22 septembre 2021

**LA FORMATION DES PROFESSEURS DES ÉCOLES, UN ENJEU MAJEUR
POUR LE XXI^e SIÈCLE**

Colloque du mercredi 19 mai 2021

**COMMENT PENSER LA RECONQUÊTE DE NOTRE INDÉPENDANCE
INDUSTRIELLE ET TECHNOLOGIQUE ?**

Colloque du mardi 13 avril 2021

NOTES, ÉTUDES ET ENTRETIENS :

Parues récemment :

- **Oscar Bockel et Tristan Claret-Trentelivres**, hauts fonctionnaires et anciens auditeurs du premier cycle de l'Institut républicain du service public (IRSP), « **Pour un renouveau démographique : la stratégie du troisième enfant** », novembre 2025.
- **Jean-Éric Schoettl**, secrétaire général du Conseil constitutionnel de 1997 à 2007, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **Le référendum, réalité ou mirage de la V^e République ?** », mai 2025.
- **Arnaud Montebourg**, ancien ministre de l'Économie, du Redressement productif et du Numérique, « **Europe et souveraineté nationale : où en est-on, que faudrait-il faire ?** », note accompagnée de commentaires de Marie-Françoise Bechtel et de Jean-Éric Schoettl, avril 2024.
- **Alain Billecoq**, philosophe, ancien inspecteur de philosophie et professeur agrégé en classes terminales et préparatoires, auteur de nombreux ouvrages sur Spinoza, « **Laïcité et tolérance : en finir avec une équivoque** », janvier 2024.
- **Philippe Guittet**, ancien secrétaire général de SNPDEN-UNSA (2002-2009), « **Ré-instituer l'école de la République** », revue *Direction*, n°285, juillet 2023.
- Conversation entre **Marie-Françoise Bechtel et Stéphane Rozès**, à partir de son dernier ouvrage *Chaos. Essai sur l'imaginaire des peuples* (Le Cerfs, 2022), « **Réparer les imaginaires nationaux** », mai 2023.
- **Jean-Éric Schoettl**, « **La souveraineté nationale à l'épreuve de la notion européenne d'État de droit** », version actualisée publiée en février 2022.
- **Benjamin Morel**, président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **Enquête sur le rapport des Français à l'Histoire, à l'Armée et à l'Europe** », enquête du laboratoire d'études de l'opinion « Cluster 17 » réalisée en partenariat avec la Fondation Res Publica, novembre 2022.
- **Matthieu Lahaye**, spécialiste des questions éducatives et membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **Remettre l'École au cœur de la République** », mars 2022.

NOTES DE LECTURE :

Parues récemment :

- « **L'homme démantelé – comment le numérique consume nos existences** », note de lecture de l'ouvrage de Baptiste Detombe *L'homme démantelé : Comment le numérique consume nos existences* (Artège, 2025), par Joachim Le Floch-Imad, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **La Grande Rupture : 1989-2024** », note de lecture de l'ouvrage de Georges-Henri Soutou *La Grande Rupture : 1989-2024* (Tallandier, 2024), par Alice Le Coustumer.
- « **La splendide promesse – Mon itinéraire républicain** », note de lecture de l'ouvrage de Danièle Sallenave, *La splendide promesse – Mon itinéraire républicain* (Gallimard, 2025), par Souâd Ayada, philosophe, correspondante de l'Académie des sciences morales et politiques, membre du conseil d'administration de la Fondation Res Publica.
- « **Marcel Gauchet, défricheur et semeur** », note de lecture de l'ouvrage de Marcel Gauchet, *Le nœud démocratique : Aux origines de la crise néolibérale* (Gallimard, 2024), par Marie-Françoise Bechtel, présidente de la Fondation Res Publica.
- « **France, une diplomatie déboussolée** », note de lecture de l'ouvrage de Jean de Glinasty, *France, une diplomatie déboussolée* (L'inventaire, 2024), par Marie-Françoise Bechtel.
- « **La tentation de Mars : Guerre et Paix au XXI^e siècle** », note de lecture de l'ouvrage de Ghassan Salamé, *La tentation de Mars : Guerre et Paix au XXI^e siècle* (Fayard, 2024), par Thomas Brignol.
- « **La Corse, une autonomie en question** », note de lecture de l'ouvrage de Michel Vergé-Franceschi, *La Corse, une autonomie en question* (Passés composés, 2024), par Thomas Brignol.
- « **La défaite de l'Occident** », note de lecture de l'ouvrage d'Emmanuel Todd, *La défaite de l'Occident* (Gallimard, 2024) par Jean-Yves Autexier, vice-président de la Fondation Res Publica.
- « **De Gaulle, une vie : l'homme de personne, 1890-1944** », note de lecture de l'ouvrage de Jean-Luc Barré, *De Gaulle, une vie : l'homme de personne, 1890-1944* (Grasset, 2023), par Joachim Le Floch-Imad.

SOUTENEZ LA FONDATION RES PUBLICA !

Pour nourrir sa réflexion et conduire sa mission d'irrigation du débat intellectuel et d'aide à la décision publique, la Fondation Res Publica a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Leur aide est particulièrement précieuse dans un contexte de réduction de l'aide que la Fondation perçoit de l'État, en raison de restrictions budgétaires de plus en plus fortes.

La Fondation étant reconnue d'utilité publique par décret du 30 décembre 2005, les versements que vous lui accorderez-vous feront bénéficier d'un avantage fiscal conséquent.

Pour les particuliers :

Impôt sur le revenu (IR) : la loi de finances permet **une déduction de l'impôt sur le revenu de 66 % du montant de vos dons** dans la limite de 20 % du revenu imposable (pour un don de 1000 euros, vous pouvez par exemple déduire 660 euros de votre IR)

Impôt sur la fortune immobilière (IFI) : la loi permet **la déduction de l'impôt sur la fortune immobilière de 75 % du montant de vos dons** dans la limite de 50 000 euros (pour un don de 1 000 euros, vous pouvez déduire 750 euros de votre IFI)

Pour les entreprises, les organismes et les associations :

Impôt sur les sociétés (IS) : la loi de finances permet une déduction de vos dons de l'impôt sur les sociétés (ou IR pour les sociétés de personne), **à hauteur de 60 %**, dans la limite de 0,5 % du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans).

Un don supérieur ou égal à 200 euros vous permettra par ailleurs de recevoir à votre adresse les « Cahiers » de la Fondation Res Publica.

Avec tous mes remerciements,

Jean-Pierre Chevènement

Contact : +33 (0)1 45 50 39 50 ; fondationrespublica@gmail.com.

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

☎ 01.45.50.39.50

fondationrespublica@gmail.com

Achevé
d'imprimer
en décembre 2025